

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
1	07/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) à la Nouvelle-Calédonie		JO 19 mai 1940
2	08/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) à la Nouvelle-Calédonie		JO 19 mai 1940
3	09/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) à la Nouvelle-Calédonie		JO 19 mai 1940
4	10/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) à la Nouvelle-Calédonie		JO 19 mai 1940
5	11/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) à la Nouvelle-Calédonie		JO 19 mai 1940
6	11/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) à Madagascar		JO 19 mai 1940
7	11/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) à l'Océanie		JO 19 mai 1940
8	11/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) à l'Indochine		JO 19 mai 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
1		nationalité -- outre-mer			
2		nationalité -- outre-mer			
3		nationalité -- outre-mer			
4		nationalité -- outre-mer			
5		nationalité -- outre-mer			
6	Madagascar	nationalité -- outre-mer			
7	Océanie	nationalité -- outre-mer			
8	Indochine	nationalité -- outre-mer			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
9	11/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) à la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion		JO 19 mai 1940
10	11/05/40	Décret			extension du décret du 9 mars 1940 (perte de la nationalité française par naturalisation à l'étranger) aux Antillais et la Réunion		JO 19 mai 1940
11	14/05/40	Décret			Front National la couverture (organisation et fonctionnement, application du décret-loi du 24 avril 1940, dans son article 15)		JO 15 mai 1940
12	14/05/40	Décret			création d'un service d'assistance religieuse pour les militaires musulmans		JO 17 mai 1940
13	15/05/40	Décret			modification des règlements sur la solde en ce qui concerne l'admission à la solde mensuelle des militaires mobilisés		JO 16 mai 1940
14	15/05/40	Décret			modification du décret du 28 février 1940 sur l'attribution de la haute paye de guerre et de la prime spéciale aux militaires mobilisés		JO 16 mai 1940
15	15/05/40	décret-loi			allocation de secours de première urgence aux familles des militaires décédés ou disparus		JO 16 mai 1940
16	15/05/40	décret-loi			modifie l'article premier du décret-loi du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 sur les allocations aux familles nécessiteuses et l'article 76 de la loi du 31 mars 1928 en ce qui concerne le droit à la solde mensuelle des militaires de réserve		JO 16 mai 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
9	Martinique, Guadeloupe, La réunion, Guyane, Nouvelle-Calédonie	nationalité -- outre-mer			
10	Martinique, Guadeloupe, La réunion	nationalité -- outre-mer			
11		accident du travail -- risque -- couverture -- organisation -- guerre -- sécurité sociale	décret du 30 mai 1940, certificat d'assurance et obligations des employeurs ; loi du 31 décembre 1940, modification de la loi du 24 avril 1940 (article 10 : abrogation du décret-loi du 14 mai 1940 pris pour		
12		armée -- islam -- aumônerie			
13		armée -- défense -- solde			
14		armés -- défense -- allocation journalière			
15		anciens combattants -- victimes de guerre -- ayant-cause -- allocation --secours -- veuve -- orphelin	décret 45-2391 du 17 octobre 1940, modification du décret du 15 mai 1940 espace ; décret 54-166 du 6 mars 1954 portant modification de l'article premier du décret du 15 mai 1940		
16		assistance -- allocation militaire -- famille nécessiteuse -- délégation -- famille -- armée			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
17	15/05/40	décret-loi			modification de la loi du 9 avril 1935 fixant le statut et les cadres actifs de l'armée de l'air et de la loi du 10 avril 1935 fixant les cadres et effectifs de l'armée de l'air		JO 19 mai 1940
18	15/05/40	décret-loi			portant modification à la loi du 9 avril 1935 fixant le statut des cadres actifs de l'armée de l'air (articles 1, 8, 13, 22, 27, 9, 11, 12)		JO 19 mai 1940
19	15/05/40	décret-loi			modifiant la loi du 10 avril 1935 fixant les cadres et effectifs de l'armée de l'air		JO 19 mai 1940
20	15/05/40	décret-loi			contrôle de la fabrication des conserves de poisson, crustacés et autres animaux marins		JO 25 mai 1940
21	15/05/40	décret-loi			modification de la loi du 1 août 1936 fixant le statut de cadre de réserve de l'armée de l'air		JO 29 mai 1940
22	16/05/40	Décret			agrément de l'État accordé aux groupements d'exportateurs suivants :		JO 17 mai 1940
23	16/05/40	Décret			relatif à l'extension de la zone des armées		JO 17 mai 1940
24	17/05/40	Décret			création de formations militaires de gardes territoriaux		JO 18 mai 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
17		armée -- défense -- armée de l'air -- cadres actifs		loi du 9 août 1940, abrogation des décrets du 15 mai 1940 ayant pour objet d'intégrer dans les cadres actifs	
18		armée -- défense -- armée de l'air -- cadres actifs			
19		armée -- défense -- armée de l'air -- cadres actifs-- ingénieur militaire			
20		fraude -- agriculture -- alimentation -- conserve - poisson	lois ordinaires 46-2154 du 7 octobre 1946, il y a 646 : ouverture et annulation de crédits ; lois ordinaires 48-1974 du 31 décembre 1948, exercice 1949 : voies et moyens ; ordonnance 58-1357 du 27 décembre		
21		armée -- défense -- armée de l'air -- cadres de réserve			
22		groupements professionnels -- exportation			
23		mobilisation générale -- zone des armées -- organisation de la nation en temps de guerre -- armée			
24		armée -- défense -- gardes territoriaux			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
25	17/05/40	Décret			modification des articles 4 et 76 (paragraphe trois et quatre) du décret du 22 avril 1927 portants organisation de la marine militaire (sur les responsabilités administratives et techniques et l'autonomie des services)		JO 21 mai 1940
26	17/05/40	Décret			complément au décret du 30 octobre 1939		JO 29 mai 1940
27	18/05/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Reynaud ministre de la Défense nationale en remplacement de M. Daladier, nommé ministre des affaires étrangères)		JO 19 mai 1940
28	18/05/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (le maréchal Pétain est nommé ministre d'État vice-président du conseil)		JO 19 mai 1940
29	18/05/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (M. Mandel est nommé ministre de l'intérieur en remplacement de M. Roy, démissionnaire)		JO 19 mai 1940
30	18/05/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (M. Louis Rollin est nommé ministre des colonies en remplacement de M. Mandel)		JO 19 mai 1940
31	18/05/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (M. Barety est nommé ministre du Commerce et de l'industrie en remplacement de M. Rollin)		JO 19 mai 1940
32	18/05/40	décret simple			application du décret du 20 janvier 1940 notamment en ce qui concerne le contrôle des transports de bois		JO 25 mai 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
25		armée --défense -- Marine --			
26		assurance -- guerre -- commerçants --stock -- risque exceptionnel			
27		gouvernement -- nomination -- ministre -- défense			
28		gouvernement -- nomination -- ministre			
29		gouvernement -- nomination -- ministre			
30		gouvernement -- nomination -- ministre			
31		gouvernement -- nomination -- ministre			
32		bois -- forêt -- guerre	décret du 2 août 1940 abrogeant les articles quatre à neuf inclus du décret du 18 mai 1940 concernant le contrôle des transports de bois		

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
33	19/05/40	Arrêté			déterminant les salaires moyens mensuels départementaux servant de base à la fixation des taux d'allocations familiales (localité de plus de 2000 habitants), en application de l'article 14 du décret-loi du 29 juillet 1939		JO 21 mai 1940
34	20/05/40	Décret			relatifs à la cession ou versement obligatoire de certains billets de banque étrangers		JO 21 mai 1940
35	20/05/40	Décret			relatifs à la session obligatoire la Banque de France de l'or détenu par les personnes morales françaises établies en France		JO 21 mai 1940
36	20/05/40	Décret			portant obligation de dépôt pour certaines devises et pour les valeurs libellées en certaines devises étrangères		JO 21 mai 1940
37	20/05/40	Décret			approvisionnement en sucre		JO 22 mai 1940
38	20/05/40	Décret			fixation des conditions d'application du décret du 9 septembre 1939		JO 23 mai 1940
39	20/05/40	Décret			modification de l'article cinq du décret du 24 avril 1940		JO 28 mai 1940
40	20/05/40	décret-loi			organisation du contrôle des textes portant restriction de consommation, limitation des majorations de prix et déclaration des stocks		JO 22 mai 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
33		famille -- salaire de base			
34		contrôle des changes -- avoirs à l'étranger			
35		contrôle des changes-- or -- Commerce	décret du 23 juin 1940 suspendant l'application du décret du 20 mai 1940		
36		contrôle des changes -- avoirs à l'étranger			
37		agriculture -- suite -- répartition			
38		contrôle des changes -- outre-mer			
39		contrôle des changes			
40		contrôle des prix -- organisation de la nation en temps de guerre	loi du 31 décembre 1942, constatations, poursuites, répression des infractions aux règles du ravitaillement		

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
41	20/05/40	décret-loi			interdiction des travaux civils durant les hostilités		JO 22 mai 1940
42	20/05/40	décret-loi			portant statut désaffectés spéciaux autres que ceux appartenant à des corps spéciaux (des professions industrielles, agricole, commerciale et diverses, affectés spéciaux à l'étranger)		JO 22 mai 1940
43	20/05/40	décret-loi			fonds de solidarité nationale		JO 23 mai 1940
44	20/05/40	décret-loi			relatifs au contrôle des sérums et vaccins		JO 26 mai 1940
45	20/05/40	décret-loi			relatifs à la création ou à l'extension des cabinets médicaux ou dentaires		JO 6 juin 1940
46	21/05/40	Décret			recrutement des statuts des médecins du cadre des hôpitaux psychiatriques autres que ceux de la Seine		JO 10 juin 1940
47	22/05/40	décret simple			répartition des primes et charges d'assurance contre les accidents du travail résultant de fait de guerre		JO 29 mai 1940
48	22/05/40	décret simple			groupement des assureurs contre les accidents du travail pour la couverture des risques de guerre		JO 29 mai 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
41		organisation de la nation en temps de guerre -- travaux		loi du 5 août 1940 abrogeant le décret du 20 mai 1940 portant interdiction des travaux civils durant les	
42		armée -- naissance -- affectation	loi 62-823 du 21 juillet 1962		
43	24 ami : extension à l'Algérie.	fonds de solidarité			décret du 24 mai 1940 étendant à l'Algérie les termes du décret du 20 mai 1940 relatif à la rémunération des heures de travail au-delà de 60 heures par semaine
44		santé publique -- contrôle -- personnel			
45		santé publique -- profession médicale -- organismes			
46		santé publique -- profession médicale -- personnel			
47		accident du travail -- risque -- guerre -- sécurité sociale			
48		accident du travail -- risque -- guerre -- sécurité sociale -- organismes			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
49	23/05/40	Décret			complément au décret du 30 octobre 1939		JO 24 mai 1940
50	23/05/40	Décret			déchéances de conseillers prud'hommes		JO 25 mai 1940
51	24/05/40	Décret			extension à l'Algérie du décret du 20 mai 1940 relatif à la rémunération des heures de travail au-delà de 60 heures par semaine		JO 2 juin 1940
52	24/05/40	Décret			portant extension à l'Algérie du décret-loi du 19 octobre 1939 relatif aux statuts du personnel requis dans les établissements industriels et commerciaux et dans les établissements de l'État		JO 25 mai 1940
53	24/05/40	Décret			avance au fonds national pour la couverture des risques de guerre		JO 30 mai 1940
54	24/05/40	décret en conseil des ministres			contraventions aux décrets du 8 août 1935, peines applicables		JO 25 mai 1940
55	24/05/40	décret-loi			relatifs à l'imputation des dépenses de réquisition		JO 26 mai 1940
56	24/05/40	décret-loi			centre national de la recherche scientifique		JO 28 mai 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
49		assurance -- guerre -- commerçants -- stock -- risque exceptionnel			
50		justice -- cour -- tribunal -- Algérie -- conseil de prud'hommes			
51		Algérie -- travail -- durée			
52		Algérie -- travail -- durée			
53		accident du travail -- risques -- organisation -- guerre -- sécurité sociale			
54		circulation -- civils -- guerre			
55		réquisition -- paiement -- indemnité			
56		recherche scientifique -- CNRS -- organisation -- fonctionnement			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
57	25/05/40	Décret			récupération pour les heures collectivement perdues		JO 30 mai 1940
58	25/05/40	Décret			organisant l'école nationale des mines de Saint-Étienne		JO 30 mai 1940
59	26/05/40	Décret			relatif à l'extension de la zone des armées		JO 27 mai 1940
60	27/05/40	Décret			instituant une commission consultative de publicité		JO 2 juin 1940
61	27/05/40	Décret			relatif à l'exercice de la médecine vétérinaire		JO 8 juin 1940
62	27/05/40	Décret			portant organisation de la production pendant les hostilités des mines, carrières et tourbières		JO 9 juin 1940
63	27/05/40	décret-loi			relatif à l'ouverture des établissements travaillant pour la défense nationale		JO 1° juin 1940
64	28/05/40	Décret			relatif aux amendes forfaitaires prévues par la réglementation des transports ferroviaires et routiers		JO 1° juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
57		travail -- durée			
58		enseignement -- organisation	9 décrets de 1946 à 1967		
59		mobilisation générale -- zone des armées -- organisation de la nation en temps de guerre -- armée			
60		publicité -- commission consultative de publicité - création -- attribution -- composition			
61		vétérinaire -- diplôme -- nationalité -- profession -- l'étranger			
62	décret du 27 mai 1942 rendant applicable à l'Algérie les dispositions du présent décret portant organisation de la	mines -- carrière -- production -- guerre			
63		sécurité -- établissements dangereux -- pollution -- Défense nationale			
64		transports -- infraction -- route -- rail			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
65	28/05/40	Décret			fixant l'assiette des cotisations (allocations familiales) pendant les hostilités		JO 31 mai 1940
66	29/05/40	Décret			complétant le décret du 30 octobre 1939		JO 4 juin 1940
67	30/05/40	Décret			complétant le décret du 30 octobre 1939		JO 31 mai 1940
68	30/05/40	Décret simple			relatif au certificat d'assurance et à l'obligation des employeurs		JO 1° juin 1940
69	31/05/40	Décret			relatif au tracé des régions militaires du territoire métropolitain		JO 2 juin 1940
70	31/05/40	décret-loi			portant exécution pendant la durée des hostilités des peines d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an et un jour		JO 4 juin 1940
71	01/06/40	Décret			portant extension à l'Algérie du décret du 13 avril 1940 relatif aux congés payés pour 1940		JO 7 juin 1940
72	01/06/40	Décret			portant réglementation de la consommation du lait concentré		JO 8 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
65	décret du 8 octobre 1943 modifiant le présent décret dans ses articles deux et quatre ; décret 52-645 du 3 juin 1952 relatif	famille -- agriculture -- allocations familiales -- cotisation			
66		assurances -- guerre -- commerçants -- stock -- risque exceptionnel			
67		assurances -- guerre -- commerçants -- stock -- risque exceptionnel			
68		accident du travail-- risque -- couverture -- organisation -- guerre -- sécurité sociale			
69		armée -- défense -- région militaire			
70		cour -- tribunal -- juridiction répressive -- guerre	loi maintenue partiellement par celle du 30 août 1947 (47-1630) en métropole pour 7 mois, puis dans les départements de la Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane parcelle du 12 septembre		Les individus ainsi condamnés peuvent être conduits à subir la peine dans une maison de correction départementale.
71	Algérie	Algérie -- travail -- congés payés			
72		agriculture -- répartition -- produits laitiers -- fromage			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
73	01/06/40	Décret-loi			portant modification de l'article 22 et insertion des articles 22 bis, 23 bis, 24 bis à la loi du 11 juillet 1938		JO 2 juin 1940
74	01/06/40	Décret-loi			concernant les rapports entre bailleur et preneur		JO 2 juin 1940
75	01/06/40	Décret-loi			concernant l'assurance de marchandises contre les risques terrestres de guerre		JO 4 juin 1940
76	01/06/40	Décret-loi			concernant l'attribution d'allocations spéciales aux petits exploitants et artisans ruraux chargés de famille		JO 4 juin 1940
77	01/06/40	Décret-loi			complétant l'article 1 du décret du 20 mars 1939 et modifiant l'article quatre du même décret relatif au offices publics départementaux de placement		JO 4 juin 1940
78	01/06/40	Décret-loi			concernant la récupération, l'indemnisation des heures supplémentaires		JO 4 juin 1940
79	02/06/40	Décret			modifiant l'article deux du cahier des charges-type des concessions minières en Algérie		JO 5 juin 1940
80	02/06/40	Décret-loi			relatif à la réquisition des ports maritimes de commerce		JO 3 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
73		réquisition -- bien -- organisation de la nation en temps de guerre -- brevet	décret 56-1421 du 29 décembre 1956 appliquant à l'Algérie certains textes modificatifs de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre		
74		bail -- loyer -- fermage	loi du 5 juin 1941 ; loi du 29 avril 1943 ; ordonnance 45-1012 du 22 mai 1945 ; loi 46-991 du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités au 1 juin 1946 pour l'exécution des lois,		
75		assurance -- guerre -- risque exceptionnel	Par la loi du 9 août 1940, ce décret cesse d'avoir effet le 1 juillet 1940		
76		famille -- agriculture -- allocation familiale -- exploitants			
77		travail -- main-d'œuvre -- placement -- bureau			
78		travail -- salaire -- heures supplémentaires - avantage financier	loi 46-991 du 10 mai 1946 fixant la date légale de cessation des hostilités au 1 juin 1946 pour l'exécution des lois, décrets et contrats		
79	Algérie	Algérie -- mine			
80		réquisition -- ports -- maritime			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
81	03/06/40	Arrêté			relatif à la commission d'évaluation des indemnités pour réquisitions de bateaux		JO 5 juin 1940
82	04/06/40	Décret			relatif au statut des aumôniers de l'air		JO 7 juin 1940
83	05/06/40	Décret			prorogeant jusqu'aux 30 juin 1940 les délais de fabrication des alcools		JO 26 juillet 1940
84	05/06/40	Décret			relatif à la prorogation de délai pour la dévolution des biens		JO 7 juin 1940
85	05/06/40	Décret			relatif aux heures supplémentaires		JO 9 juin 1940
86	05/06/40	Décret			relatifs à la production, à la répartition et au rationnement de l'électricité		JO 9 juin 1940
87	05/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Prouvost, ministre de l'information, en remplacement de M. Frossard, démissionnaire)		JO 6 juin 1940
88	05/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Frossard, ministre des travaux publics en remplacement de M. de Monzie, démissionnaire)		JO 6 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
81		réquisition -- batellerie			
82		armé -- défense -- aumônerie militaire		décret 58-952 du 11 octobre 1958	
83		vin -- alcool -- bouilleur de cru -- distillateur			
84		association -- parti communiste -- SFIC dissolution -- liquidation	ordonnance du 6 mai 1944 portant restitution des biens séquestrés	L'ordonnance du 6 mai 1944 abroge le décret du 29 novembre et l'arrêté du 30 septembre 1939, l'arrêté du 20 janvier et le	
85		organisation des pouvoirs publics -- heures supplémentaires - travail			loi concernant les agents civils des établissements extérieurs de l'armement
86		énergie -- électricité	loi du 18 décembre 1940 relatif à la réduction de la consommation d'électricité ; loi 69-991 du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités au 1 juin 1946 pour l'exécution des lois,		
87		gouvernement -- ministre -- nomination -- démission --			Gouvernement Paul Reynaud.
88		gouvernement -- ministre -- nomination -- démission --			Gouvernement Paul Reynaud.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
89	05/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Georges Pernot ministre de la famille)		JO 6 juin 1940
90	05/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Bouthillier ministre des finances en remplacement de M. Lamoureaux, démissionnaire).		JO 6 juin 1940
91	05/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Delbos ministre de l'éducation nationale en remplacement de M. Clément Sarraut, démissionnaire)		JO 6 juin 1940
92	05/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Baudouin sous-secrétaire d'État au ministre des affaires étrangères).		JO 6 juin 1940
93	05/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. le général de Gaulle aux secrétaires d'état au ministère de la défense nationale et de la guerre).		JO 6 juin 1940
94	05/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (acceptation de la démission de M. Février, sous-secrétaire d'État à l'information, qui est nommé sous-secrétaire d'État au ministère des travaux publics)		JO 6 juin 1940
95	05/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Chichery ministre du commerce en remplacement de M. Berety)		JO 6 juin 1940
96	05/06/40	décret-loi			complétant la législation relative domaine immobilier de l'Etat		JO 8 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
89		gouvernement -- ministre -- nomination			Gouvernement Paul Reynaud. Georges Pernot exerce à ce titre que les attributions du ministre de la santé publique, M. Marcel Héraud, démissionnaire.
90		gouvernement -- ministre -- nomination -- démission --			Gouvernement Paul Reynaud.
91		gouvernement -- ministre -- nomination -- démission --			Gouvernement Paul Reynaud.
92		gouvernement -- ministre -- nomination			Gouvernement Paul Reynaud.
93		gouvernement -- ministre -- nomination			Gouvernement Paul Reynaud.
94		gouvernement -- ministre -- nomination			Gouvernement Paul Reynaud.
95		gouvernement -- ministre -- nomination			Gouvernement Paul Reynaud.
96		domaine de l'État -- immobilier	loi du 1 décembre 1942 modifiant les articles 2, 3, 4, 6, 8, 10, 12, 13, 16, 18 du présent décret et les articles 8, 9, 10, 12 du décret du 19 juillet 1934 relatif au domaine immobilier de l'État ; loi 47-	abrogé par le décret 86-455 du 14 mars 1986 portants suppression des commissions des opérations immobilières et	

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
97	08/06/40	Décret			modifiant le § 1 de l'article 1 du décret du 4 juillet 1926		JO 10 juin 1940
98	09/06/40	Décret			relatif au transfert provisoire du siège de la Banque de France à Saumur		JO 13 juin 1940
99	09/06/40	Décret-loi			relatif aux marchandises importées : transport, déchargement et évacuation		JO 13 juin 1940
100	09/06/40	Décret-loi			concernant le fonds de stabilisation des changes		JO 13 juin 1940
101	10/06/40	Décret			relatif à l'extension de la zone des armées		JO 11 juin 1940
102	15/06/40	Décret			relatif au transfert provisoire du siège de la Banque de France à Bordeaux		JO 18 juin 1940
103	16/06/40	Décret			relatif à la définition de la zone des armées		JO 18 juin 1940
104	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Darlan, amiral de la flotte, ministre de la marine militaire et de la marine marchande)		JO 17 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
97		caisse des dépôts et consignations -- organisation			
98		banque -- Banque de France -- statut			L'administration de l'établissement de la Banque de France à Paris et confiée au contrôleur général
99		ports --mer -- marchandises		loi du 18 septembre 1940 relatif au transport, au déchargement et à l'évacuation des marchandises	
100		Banque -- Banque de France -- budget -- Convention -- opérations comptables	ordonnance 58-654 du 31 juillet 1958 ; ordonnance 59-234 du 4 février 1959		Le décret approuve la convention du 9 juin 1940 passé entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France (relative au montant des avances consenties à l'État à hauteur de 25 milliards de francs)
101		mobilisation générale -- zone des armées -- organisation de la nation en temps de guerre -- armée			
102		banque -- Banque de France -- statut			
103		mobilisation générale -- zone des armées -- organisation de la nation en temps de guerre -- armée			
104		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
105	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Pujo, général, ministre de l'air)		JO 17 juin 1940
106	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Albert Rivaud ministre de l'éducation nationale)		JO 17 juin 1940
107	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Frossard ministre des travaux publics et des transmissions)		JO 17 juin 1940
108	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Chichery ministre de l'agriculture et du ravitaillement)		JO 17 juin 1940
109	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Rivière ministre des colonies)		JO 17 juin 1940
110	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. André Février ministre du travail)		JO 17 juin 1940
111	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Ybarnegaray ministre des anciens combattants et de la famille française)		JO 17 juin 1940
112	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. le Maréchal Pétain président du conseil en remplacement de M. Paul Reynaud, démissionnaire)		JO 17 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
105		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
106		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
107		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
108		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
109		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
110		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
111		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
112		gouvernement -- ministre -- nomination -- démission			cabinet Philippe Pétain

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
113	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Camille Chautemps ministre d'Etat, vice-président du conseil)		JO 17 juin 1940
114	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. le général d'armée Weygand ministre de la défense nationale)		JO 17 juin 1940
115	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Frémicourt ministre de la Justice, garde des sceaux)		JO 17 juin 1940
116	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Paul Baudouin ministre des affaires étrangères)		JO 17 juin 1940
117	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Pomaret ministre de l'intérieur)		JO 17 juin 1940
118	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Yves Bouthillier ministre des finances et du commerce)		JO 17 juin 1940
119	16/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. le général d'armée Colson ministre de la guerre)		JO 17 juin 1940
120	16/06/40	Décret-loi			modifiant la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège (détenzione par le ministre de l'intérieur des pouvoirs de police dévolue à l'autorité militaire)		JO 17 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
113		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
114		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
115		gouvernement -- ministre -- nomination -- justice			cabinet Philippe Pétain
116		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
117		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
118		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
119		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
120		organisation de la nation en temps de guerre -- état de siège			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
121	17/06/40	Décret			portant nomination de M. Villard, sous-gouverneur du crédit de France, aux fonctions de secrétaire général de la présidence du conseil en remplacement de M. Oudinot		JO 18 juin 1940
122	18/06/40	Décret			portant réglementation des plats servis		JO 20 juin 1940
123	18/06/40	Décret			relatif à la définition de la zone des armées		JO 21 juin 1940
124	18/06/40	Décret-loi			relatif aux groupements interprofessionnels de répartition des produits indispensables à l'agriculture (GIEPA)		JO 20 juin 1940
125	19/06/40	Décret-loi			relatif au nombre minimum de conseillers pour rendre des arrêts en cour de cassation		JO 20 juin 1940
126	20/06/40	Arrêté		Gouvernement français	relatif au ravitaillement en farine de la population civile		JO 21 juin 1940
127	20/06/40	Décret			relatif aux administrations, services et établissements publics de l'État (femmes ou orphelins mineurs)		JO 22 juin 1940
128	22/06/40	Décret		Gouvernement français	chargeant le ministre de l'agriculture et du ravitaillement du stockage et de la répartition des denrées alimentaires		JO 23 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
121		gouvernement -- premier ministre -- nomination -- secrétaire général			cabinet Philippe Pétain
122		Agriculture -- répartition - - produits -- boisson -- restaurant	Décret du 9 décembre 1940 modifiant le présent décret ; arrêté du 2 mai 1941 portant réglementation des restaurants		
123		mobilisation générale -- zone des armées -- organisation de la nation en temps de guerre -- armée			
124		Groupements professionnels -- répartition -- agriculture -- blé -- farine -- céréale	Loi du 8 août 1940 instituant un seul groupement départemental pour les départements de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne ; Loi du 4 mars 1944 relatif au statut des groupements créés par	Ordonnance 2006-594 du 23 mai 2006 portant adaptation de la législation relative aux céréales	Les besoins de la boulangerie civile doivent être exclusivement satisfaits aux moyens de la production meunière départementale, cherchant à organiser une autosuffisance par département.
125		justice -- cour -- tribunal - - cour de cassation	Ordonnance 45-1809 du 14 août 1945 rappelant à l'activité, à titre temporaire de 12 membres honoraires de la cour de cassation (le nombre des conseillers composant chacune des chambres pouvant être		16 au moins
126		farine -- ravitaillement -- population -- civils			Vu le décret du 18 juin 1940 relatif au ravitaillement en farine de la population civile
127		armée -- défense -- délégation de solde	loi 47-579 du 30 mars 1947		Extension des décrets 30 août 1939 et 9 avril 1940 sur les délégations de soldes et de traitements.
128		agriculture -- ravitaillement		Décret abrogé par la loi du 30 juillet 1940 (JO 2 août 1940).	Vu la loi du 11 juillet 1928 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, modifiée par la loi du 8 décembre 1939

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
129	23/06/40	Décret		Gouvernement français	suspendant l'application des décrets du 20 mai 1940		JO 24 juin 1940
130	23/06/40	Décret			suspendant l'application du décret du 20 mai 1940		JO 24 juin 1940
131	23/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Pierre Laval ministre d'Etat et vice-président du Conseil)		JO 24 juin 1940
132	23/06/40	décret simple		PdR	composition du gouvernement (nomination de M. Adrien Marquet ministre d'Etat)		JO 24 juin 1940
133	23/06/40	Décret-loi			relatif à l'ouverture de l'annulation de crédits au titre de l'exercice 1939		JO 29 juin 1940
134	24/06/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif à la prorogation des échéances et au retrait des dépôts dans les banques et établissements de crédit		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 25 juin 1940
135	24/06/40	Décret		Gouvernement français	interdisant le cri des journaux et la réception des émissions radiophoniques sur la voie publique		JO 25 juin 1940
136	25/06/40	Décret		Gouvernement français	fixant le tarif des indemnités de logement et de cantonnement dues en vertu de la loi du 11 juillet 1938		JO 28 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
129	décret non applicable à la zone occupée	organisation de la nation en temps de guerre			Vu la loi du 8 décembre 1939 modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 relative à l'organisation de la nation en temps de guerre ; vu les décrets du 20 mai 1940
130		contrôle des changes -- or -- Commerce			
131		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
132		gouvernement -- ministre -- nomination			cabinet Philippe Pétain
133		budget -- crédits -- ouverture -- annulation -- recettes -- dépenses			
134		crédit -- dépôt -- retrait			
135	L'article 2 qui concerne l'utilisation des postes radiophoniques dans la zone occupée, voir le § 6 de l'ordonnance	presse -- journaux -- vente -- radio	Voir la loi du 27 août 1940 suspendant l'application des dispositions de cet article 2		Vu la loi du 19 mars 1939 ; Vu la loi du 11 juillet 1938 relative à l'organisation de la nation en temps de guerre ; Vu la loi du 8 décembre 1939 modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 relative à l'organisation de la nation en temps de guerre
136		réquisition -- paiement -- indemnité			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
137	25/06/40	Décret		Gouvernement français	portant création d'un Haut-commissariat en Afrique Française et nomination		JO 28 juin 1940
138	26/06/40	Décret		Gouvernement français	relatif à un nouvel abaissement de 5% de la teneur en matière grasse des fromages		JO 26 juin 1940
139	26/06/40	Décret		Gouvernement français	relatif à l'échange blé contre farine et blé contre pain		JO 26 juin 1940
140	26/06/40	Décret		Gouvernement français	réglementant la présentation de beurre et de crème fraîche dans les restaurants		JO 26 juin 1940
141	26/06/40	Décret		Gouvernement français	réglementant la vente et la consommation des produits laitiers		JO 26 juin 1940
142	26/06/40	Décret		Gouvernement français	relatif aux déclarations des stocks et des récoltes de céréales non panifiables : avoine, maïs, orge et seigle		JO 26 juin 1940
143	26/06/40	Décret		Gouvernement français	relatif à la composition des farines panifiables		JO 26 juin 1940
144	26/06/40	Décret		Gouvernement français	relatif à la création d'un comité interministériel des prix		JO 28 juin 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
137	AFN	organisation des pouvoirs publics -- Afrique Française -- AFN			
138		agriculture -- répartition -- produits -- lait -- fromage			
139	loi du 1 <sup>o</sup> novembre 1940 concernant la souscription des déclarations de récolte de seigle pour la campagne 1940-41	céréales -- récolte -- déclaration -- financement			
140		agriculture -- répartition -- produits -- fromage -- lait -- restauration	arrêté du 2 mai 1941 portant réglementation des restaurants		
141		agriculture -- répartition -- produits -- fromage -- lait			
142		céréales -- blé -- réglementation -- prix -- farine			
143		céréales -- farine -- farine panifiable -- seigle -- farine	loi du 29 juillet 1940 relatif à la composition des farines panifiables		
144		contrôle -- prix -- comité			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
145	26/06/40	Décret		Gouvernement français	portant création d'un commissariat général à la reconstitution nationale		JO 4 juillet 1940
146	26/06/40	Décret		Gouvernement français	fixant le tracé des régions militaires pendant la durée de l'occupation		JO 4 juillet 1940
147	27/06/40	Décret		Gouvernement français	portant suppression du service géographique de l'armée et création de l'institut géographique national		JO 12 juillet 1940
148	27/06/40	Décret		Gouvernement français	concernant les avances à accorder par la caisse de compensations des combustibles solides		JO 28 juin 1940
149	27/06/40	Décret		Gouvernement français	transférant le siège de la Banque de France à Clermont-Ferrand		JO 4 juillet 1940
150	02/07/40	Décret		Gouvernement français	relatif au vol et à l'usage frauduleux des automobiles		JO 7 juillet 1940
151	04/07/40	Décret		Gouvernement français	concernant la compétence des juridictions répressives		JO 7 juillet 1940
152	04/07/40	Décret		Gouvernement français	relatif à l'application à l'Algérie des décrets intéressant la défense nationale		JO 7 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
145					
146		armés -- défense -- région militaire	décret du 1 août 1940 modifiant le tableau annexe décret du 26 juin 1940 modifiant le tracé des régions militaires ; décret du 14 août 1940, idem.		
147		armée -- naissance -- institut géographique national -- IGN	décret 66-1034 du 23 décembre 1966		
148		compensation -- combustible -- caisse	loi du 27 octobre 1940 constituant l'établissement public la caisse de compensation	ordonnance 86-1243 du 1 décembre 1986 relatif à la liberté des prix et de la concurrence	
149		Banque -- Banque de France -- statut		décret du 11 octobre 1944	
150		automobile -- vol		Annulé par ordonnance 452596 du 2 novembre 1945.	
151		cour -- tribunal -- juridiction répressive -- guerre -- justice	Modifié par la loi du 17 octobre 1941 concernant la compétence des juridictions répressives (JO 8 novembre 941). Modifié par la loi du 8 août 1944 réglant, à titre temporaire, la compétence, la saisine	Annulé par ordonnance du 2 novembre 1945.	En matière pénale, si les circonstances le rendent nécessaire, on procède au renvoi d'une affaire d'une juridiction ayant son siège en territoire occupé à une autre juridiction.
152	Algérie	applicabilité -- loi -- organisation des pouvoirs publics -- Algérie			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
153	05/07/40	Décret		Gouvernement français	relatif à la prime de démobilisation		JO 11 juillet 1940
154	08/07/40	Décret		Gouvernement français	transférant à Vichy le siège du pouvoir exécutif et des deux chambres		JO 9 juillet 1940
155	08/07/40	Décret-loi		Gouvernement français	relatif aux avances à accorder aux entreprises industrielles pour le paiement des indemnités de congés payés et des indemnités de congés payés et des indemnités de licenciement		JO 10 juillet 1940
156	09/07/40	Arrêté		Gouvernement français	fixant les conditions d'application du décret du 9 juillet 1940 rendant obligatoire la déclaration des stocks de matières premières textiles et de cuirs et peaux et permettant d'en réglementer l'utilisation		JO 15 juillet 1940
157	09/07/40	Décret		Gouvernement français	relatif à l'impression et à la distribution des journaux dans la zone occupée		JO 11 juillet 1940
158	09/07/40	Décret		Gouvernement français	rendant obligatoire la déclaration des stocks de matières premières textiles et de cuirs et peaux et permettant d'en réglementer l'emploi		JO 15 juillet 1940
159	10/07/40	Loi constitutionnelle 10 juillet 1940		Etat français	donnant les pleins pouvoirs au gouvernement, sous l'autorité du Maréchal Pétain		JO 11 juillet 1940
160	11/07/40	Acte constitutionnel N° 1		Etat français	abrogeant l'article 2 de la constitution du 25 février 1875		JO 12 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
153		armée -- démobilisation			
154		organisation des pouvoirs publics			
155		commerce -- industrie -- indemnisation -- travail -- aide	Décret du 20 juillet 1940 relatif au remboursement des avances prévues par le décret-loi du 8 juillet 1940		Voir le décret du 20 juillet 1940
156		Commerce -- industrie -- stock -- textile			
157	Ce décret n'est pas appliqué en ZO du fait de prééminence de l'ordonnance du 10 mai 1940 des autorités militaires allemandes	journaux -- impression -- distribution -- presse			La mesure, désapprouvée par le MBH in F, donne l'occasion d'une réflexion interne aux autorités allemandes, sur la conduite de l'occupant en matière de législation.
158		Commerce -- industrie -- stock -- textile	Complété par un décret du 6 août 1940		En application de l'ordonnance allemande du gouverneur militaire de la région de Paris du 10 mai 1940 (N° 1)
159		organisation des pouvoirs publics -- constitution -- troisième république -- 1875		ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental	"L'assemblée nationale donne au gouvernement de la république sous l'autorité du maréchal Pétain tous pouvoirs pour promulguer une nouvelle constitution qui sera ratifiée par la nation est appliquée par les assemblées qu'elle a créées".
160		organisation des pouvoirs publics -- constitution -- troisième république -- 1875		ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental	

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
161	11/07/40	Acte constitutionnel N° 2		Etat français	fixant les pouvoirs du chef de l'Etat français		JO 12 juillet 1940
162	11/07/40	Acte constitutionnel N° 3		Etat français	décrétant l'ajournement sine die du Sénat et de la Chambre des députés		JO 12 juillet 1940
163	12/07/40	Acte constitutionnel N° 4		Etat français	relatif à la suppléance et à la succession du chef de l'Etat		JO 13 juillet 1940
164	12/07/40	Loi		Etat français	relative à la composition du gouvernement		JO 13 juillet 1940
165	12/07/40	Loi		Etat français	relative à la composition des cabinets ministériels		JO 13 juillet 1940
166	12/07/40	Loi		Etat français	suspendant, pour la période du 11 juillet au 31 octobre 1940, les disposition prévoyant l'avis d'un organisme consultatif		JO 9 août 1940
167	13/07/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif à la prorogation des échéances, au retrait des dépôts dans les banques et au remboursement des bons		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 14 juillet 1940
168	13/07/40	Arrêté		Etat français	fixant les modalités de recouvrement des transactions pécuniaires accordées en matière de contraventions à la réglementation des prix, des restrictions et des déclarations de stocks		JO 14 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
161		organisation des pouvoirs publics -- constitution -- troisième république -- 1875		ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental	
162		organisation des pouvoirs publics -- constitution -- troisième république -- 1875		ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental	Les deux chambres subsistent jusqu'à ce que soient formées des assemblées prévues par la loi du 10 juillet 1940, jamais appliquée. Un décret de juillet 1939 avait prorogé jusqu'au 31 mai 1942 le mandat des élus pour la législature de mai 1936.
163		organisation des pouvoirs publics -- constitution -- troisième république -- 1875	Son article 2 est modifié par l'acte constitutionnel n°4 bis du 24 septembre 1940 (JO 25 septembre 1940). Congédié et arrêté le 13 décembre 1940, le portefeuille des affaires étrangères qu'il détenait		
164		gouvernement -- nomination -- ministre -- secrétaire d'état			Vice-présidence assurée par Pierre Laval.
165		nationalité -- accès -- administration -- emploi public		annulée par une ordonnance du 31 mars 1945	
166		organisation des pouvoirs publics -- organisme consultatif	loi du 23 octobre 1940 ; loi du 19 juillet 1941 ; loi du 11 juillet 1942 ; loi du 28 juillet 1943		Suspension des dispositions pour la période du 11 juillet aux 31 octobre 1940.
167		banque			
168		marché noir			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
169	13/07/40	Circulaire		Préfet de la Seine	relative au paiement des loyers		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 14 juillet 1940
170	13/07/40	Décret		Etat français	fixant les indemnités pour frais de déplacement des fonctionnaires et agents de l'Etat		JO 14 juillet 1940
171	14/07/40	Décret		Etat français	relatif au paiement des marchandises originaires de Suisse		JO 15 juillet 1940
172	15/07/40	Décret		Etat français	autorisant la distillation anticipée des vins		JO 15 juillet 1940
173	15/07/40	Décret		Etat français	relatif à l'emploi de la saccharine		JO 15 juillet 1940
174	15/07/40	Loi		Etat français	portant création d'emplois de secrétaires généraux		JO 15 juillet 1940
175	15/07/40	Loi		Etat français	portant fixation du droit sur la saccharine		JO 15 juillet 1940
176	16/07/40	Décret		Etat français	relatif à la composition du gouvernement		JO 13 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
169					Sur ce sujet, on consultera la note du Pr. Paul Esmein, <i>Le régime des loyers</i> , Gazette du palais du 28 août 1940 et celle de M. de Félice, avocat à la cour de Paris, <i>Les loyers pendant la guerre</i> , Gazette du Palais du 8 avril 1940.
170		administration publique -- fonctionnaire -- indemnité de déplacement			Abroge le décret du 13 janvier 1940.
171		contrôle des changes -- Suisse -- office de compensation		décret du 27 août 1940 abrogeant ces dispositions, en prenant de nouvelles	
172	VERIFIER 15 ou 16 jilt au JO?	vin -- alcool -- distillation			
173	VERIFIER 15 ou 16 jilt au JO?	impôt -- taxe -- saccharine -- raffinerie -- sucre			
174	VERIFIER 15 ou 16 jilt au JO?	organisation des pouvoirs publics -- secrétaire général	Loi du 20 septembre 1940 relative à la composition du gouvernement ; loi du 16 février 1941 relative à la création d'un secrétariat général à la santé		
175	VERIFIER 15 ou 16 jilt au JO?	agriculture -- répartition -- sucre			
176		gouvernement -- nomination -- ministre -- secrétaire d'état -- justice -- affaires étrangères -- anciens combattants -- travaux transports -- PTT --			Vice-présidence assurée par Pierre Laval. Sont nommés secrétaires généraux : Georges Dayras à la Justice, François Charles-Roux aux affaires étrangères, Henry Deroy (Finances publiques) et Olivier Moreau-Neret (questions)

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
177	16/07/40	Décret		Etat français	suspendant le décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 portant application du décret du même jour relatif aux interdiction et restriction des rapports avec les ennemis		JO 17 juillet 1940
178	16/07/40	Loi		Etat français	relative aux vacances de la Cour de cassation, des Cours d'appel et des Tribunaux		JO 17 juillet 1940
179	16/07/40	Loi		Etat français	relative aux locations des réfugiés		JO 17 juillet 1940
180	16/07/40	Loi		Etat français	relative à la formule exécutoire		JO 17 juillet 1940
181	16/07/40	Loi		Etat français	instituant une suspension générale des délais		JO 17 juillet 1940
182	16/07/40	Loi		Etat français	relative à la procédure de déchéance de la qualité de Français		JO 17 juillet 1940
183	16/07/40	Loi		Etat français	instituant un régime de réassurance d'Etat contre les risques maritimes ordinaires		JO 17 juillet 1940
184	17/07/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif au régime de secours aux salariés sans travail		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 18 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
177		organisation de la nation en temps de guerre -- bien ennemi		ordonnance du 6 octobre 1943 ; ordonnance du 9 août 1944	Suspension du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 à partir du 25 juin 1940.
178	Loi applicable à l'Algérie et à la Tunisie	justice -- tribunal -- organisation			
179		logement -- loyer	Voir la loi du 23 août 1940		L'article 4 rendant applicables ces dispositions pour les trois départements alsaciens-mosellans ne sont pas abrogés mais des dispositions allemandes supplacent les règles françaises.
180	L'article 4 rendant applicables ces dispositions pour les trois départements alsaciens-mosellans ne sont pas abrogés mais	organisation des pouvoirs publics -- formule exécutoire -- justice	ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental		Les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécutions forcée, seront intitulées ainsi qu'il suit : République française "Au nom
181		délai -- suspension -- justice -- contrat	La suspension est valable dans cette loi du 10 mai au 25 août 1940. Une loi du 20 août 1940 la prolonge jusqu'au 30 septembre de cette année, puis celle du 24 septembre jusqu'au 31 octobre 1940.		
182		nationalité -- acquisition - naturalisation -- mariage		validée par l'ordonnance du 24 mai 1944	modification des alinéas 1, 3 et 4 de l'article 10 de la loi du 27 août 1927
183		assurance -- mer -- assurance maritime			
184		secours -- salariés -- indemnité			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
185	17/07/40	Loi		Etat français	concernant l'accès aux emplois dans les administrations publiques		JO 18 juillet 1940
186	17/07/40	Loi		Etat français	Concernant les magistrats et les fonctionnaires et agents civils ou militaires de l'Etat relevés de leurs fonctions		JO 18 juillet 1940
187	18/07/40	Décret		Etat français	relatif à la composition du gouvernement		JO 19 juillet 1940
188	18/07/40	Décret		Etat français	relatif à la répartition des services de la présidence du conseil		JO 20 juillet 1940
189	18/07/40	Décret		Etat français	relatif à la composition du gouvernement		JO 22 juillet 1940
190	19/07/40	Loi		Etat français	relative à la fixation, pendant la durée du temps de guerre, du nombre, du siège et du ressort des tribunaux militaires		JO 5 août 1940
191	20/07/40	Décret		Etat français	relatif au remboursement des avances prévues par le décret-loi du 8 juillet 1940		JO 21 juillet 1940
192	20/07/40	Décret		Etat français	relatif aux prêts de démarrage prévus par la loi du 20 juillet 1940 en vue de la reprise industrielle et commerciale		JO 21 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
185		nationalité -- accès -- emploi public -- administration	Loi complétée par celle du 14 août 1940, par la loi du 30 août 1940 qui étend son application aux employés et agents des départements et des communes, la loi du 3 avril 1941.	Loi du 3 avril 1941 relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques	
186		épuration -- magistrat -- fonctionnaire -- agent de l'Etat		Abrogation par la l'ordonnance 17 avril 1943, JO Com en chef 22 avril 1944.	Voir l'étude de Maxime Chrétien : "Le retrait ou le relèvement de fonctionnaires", Gaz. Pal. 1941.1.Doct., p. 129.
187		gouvernement -- nomination -- ministre -- secrétaire d'état			Vice-présidence assurée par Pierre Laval. Sont nommés secrétaires généraux : M. Peyrouton à l'administration et à la police, M. Ripert aux réfugiés, M. Huard à la santé, M. Préaud à l'agriculture, M. Brasart au ravitaillement, M. Bichelonne à
188		administration publique -- premier ministre -- sgg -- présidence du conseil			
189		gouvernement -- nomination -- ministre -- secrétaire d'état			Vice-présidence assurée par Pierre Laval. L'amiral Fernet est nommé secrétaire général de la présidence du conseil.
190	Décret non applicable à la zone occupée.	tribunal -- militaire -- compétence -- droit pénal -- justice			
191		commerce -- industrie -- indemnisation -- aide aux entreprises -- travail	Décret du 18 septembre 1940		
192		commerce -- industrie -- indemnisation -- aide aux entreprises -- travail	Décret du 4 août 1942		Prêts des chambres de commerce, de métiers ou organismes corporatifs aux entreprises pour paiement des salariés.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
193	20/07/40	Instruction		Etat français	sur les prêts de démarrage prévus par le loi du 20 juillet 1940 en vue de la reprise industrielle et commerciale		JO 21 juillet 1940
194	20/07/40	Loi		Etat français	relative à des prêts de démarrage aux entreprises industrielles et commerciales		JO 21 juillet 1940
195	20/07/40	Loi		Etat français	modifiant les articles 815, 832 et 1075 du Code civil et relative à la dévolution successorale des exploitations agricoles		JO 21 juillet 1940
196	20/07/40	Loi		Etat français	modifiant l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 réprimant l'exercice du métier de souteneur		JO 21 juillet 1940
197	20/07/40	Loi		Etat français	relative au régime des bouilleurs de cru		JO 22 juillet 1940
198	20/07/40	Loi		Etat français	relative à la résiliation et à la liquidation des marchés passés par l'Etat pour les besoins de la Défense Nationale		JO 26 juillet 1940
199	21/07/40	Décret		Etat français	relatif à la réintégration de M. Surleau dans ses fonctions d'administrateur extraordinaire de la ville de Marseille et à la fin de l'intérim		JO 31 juillet 1940
200	21/07/40	Loi		Etat français	relatif au paiement des dépenses des budgets de la guerre et de la marine militaire		JO 21 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
193		commerce -- industrie -- indemnisation -- aide aux entreprises -- travail	Décret du 4 août 1942		Prêts des chambres de commerce, de métiers ou organismes corporatifs aux entreprises pour paiement des salariés.
194		commerce -- industrie -- indemnisation -- aide aux entreprises -- travail			
195		code -- code civil -- agriculture -- exploitation agricole -- succession -- dévolution successorale	Loi du 9 novembre 1940 modifiant l'article 832 du code civil en ce qui concerne la dévolution successorale des exploitations agricoles		Articles 815 (indivision) et 1075 (partage). Sur ce thème, on peut se référer à l'article du Pr. Paul Esmein, faculté de Droit de Paris : "Le maintien de l'intégrité des exploitations agricoles, en cas de décès de l'exploitant.", Gazette du Palais du 17 octobre
196		cour -- tribunal -- prostitution -- souteneur	extension de la loi aux colonies par celle du 15 septembre 1942.		modifie l'article 4 de ladite loi comme tel : "sont considérés comme souteneurs, ceux qui, d'une manière quelconque, aident, assistent ou protègent sciemment le racolage public en vue de la prostitution d'autrui".
197		vin -- alcool -- distillateur -- bouilleur de cru			interdiction de la distillation à domicile.
198	Décret du 9 décembre 1940 d'extension à l'Algérie.	marché public -- armée -- contrôle -- révision de marché -- liquidation -- sous-traitant -- dossier de créance -- désignation d'expert	Art. 5 al. 3 modifié par une loi du 6 septembre 1940 ; Article 4 modifié par la loi du 5 septembre 1941.		Pour les modalités d'application de la loi, voir le décret et l'instruction ministérielle du 20 juillet 1940.
199		commune -- collectivité locale -- Marseille			
200		budget -- crédit -- recette -- dépense			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
201	22/07/40	Loi		Etat français	relative à la révision des naturalisations		JO 23 juillet 1940
202	23/07/40	Décret		Etat français	relatif à la nomination des fonctionnaires relevant du ministère de la Justice		JO 26 juillet 1940
203	23/07/40	Loi		Etat français	relative à la déchéance de la nationalité à l'égard de Français qui ont quitté la France		JO 24 juillet 1940
204	25/07/40	Instruction		Etat français	relative à la résiliation et à la liquidation des marchés passés par l'Etat pour les besoins de la Défense Nationale		JO 27 juillet 1940
205	26/07/40	Décret		Etat français	relatif aux machines destinées à l'industrie du bois, pièces détachées et organes de ces machines		JO 31 août 1940
206	26/07/40	Loi		Etat français	transformant la taxe d'armement en une taxe sur les transactions		JO 27 juillet 1940
207	26/07/40	Loi		Etat français	transformant la taxe d'armement en une taxe sur les transactions		JO 27 juillet 1940
208	26/07/40	Ordonnance		Préfet de police	relative à l'ouverture de la Bourse des valeurs		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 26 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
201		nationalité -- acquisition - naturalisation -- mariage -- commission de révision	Ordonnance du 16 octobre 1944 relative à la restitution par l'administration des domaines de certains biens mis sous séquestre selon les dispositions de la loi du 23 juillet 1940 notamment	L'ordonnance du 24 mai 1944 abroge les lois du 22 juillet 1940, du 13 novembre 1940 du 21 mars 1941, du 27	Révision des naturalisations depuis la loi du 10 août 1927.
202		justice -- fonctionnaire -- nomination -- organisation			
203		nationalité -- déchéance	Loi du 29 octobre 1940 complétant l'article 2 de la loi du 23 juillet 1940 ; Loi du 6 février 1940 complétant l'article 2 de la loi du 23 juillet 1940 ; Loi du 28 février 1941 modifiant l'article 1 de la loi	Ordonnance du 18 avril 1943 relative à la déchéance de la nationalité française (abrogation de la loi du 23 juillet)	
204		marché public -- armée -- contrôle -- révision de marché -- liquidation - sous-traitant -- dossier de créance -- désignation d'expert	Instruction du 18 octobre 1940		L'instruction naît de l'application directe de l'article 6 de la Convention d'Armistice. Voir la loi du 20 juillet 1940, dont l'instruction ne fait qu'appliquer les termes.
205	Guyane, AOF, DOM	douane			
206		organisation de la nation en temps de guerre -- taxe -- armement			
207		organisation de la nation en temps de guerre -- taxe -- armement			
208		bourse			La Bourse des valeurs, fermée quelques jours plus tard, est partiellement rouverte le 14 octobre 1940.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
209	27/07/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif au recensement des établissements industriels et commerciaux		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 28 juillet 1940
210	27/07/40	Loi		Etat français	relative à la forme des actes administratifs individuels		JO 28 juillet 1940
211	27/07/40	Loi		Etat français	modifiant la responsabilité des chemins de fer en cas de pertes ou d'avaries		JO 29 juillet 1940
212	27/07/40	Loi		Etat français	modifiant la responsabilité des chemins de fer en cas de perte ou d'avarie des bagages enregistrés ou des marchandises		JO 29 juillet 1940
213	27/07/40	Loi		Etat français	étendant les dispositions de l'article 75 du Code pénal jusqu'à la cessation des hostilités		JO 29 juillet 1940
214	27/07/40	Loi		Etat français	sur l'organisation de la production laitière		JO 30 juillet 1940
215	28/07/40	Arrêté		Etat français	relatif aux entreprises ou assureurs avec lesquels ne pouvait être réalisée aucune opération de réassurance ou d'assistance directe		JO 29 juillet 1940
216	28/07/40	Décret		Etat français	levant les mesures de séquestre prises à l'égard des biens des ressortissants allemands		JO 29 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
209		entreprise -- recensement -- industrie -- commerce			Les chefs d'établissement industriels et commerciaux doivent retirer eux-mêmes les formules imprimées nécessaires à l'établissement de leur déclaration à partir du 3 août 1940, dans les mairies d'arrondissement
210		organisation des pouvoirs publics -- acte administratif individuel	Additifs dans les lois du 23 août 1940, du 5 octobre 1940, du 21 novembre 1940, du 30 juillet 1942 relatives à la forme des actes administratifs individuels.		
211					
212		chemin de fer -- responsabilité -- fausse déclaration -- perte -- avarie -- retard			
213	Loi du 27 novembre 1940 d'extension aux colonies	cour -- tribunal -- texte de guerre -- juridiction répressive -- code pénal		Loi annulée par l'ordonnance du 9 août 1944	L'article 75 est applicable à toute livraison à une puissance étrangère, par un français ou un étranger, d'armes, munitions ou matériel se trouvant en France, même n'appartenant pas à l'Etat Français ainsi qu'à tout français, qui sans l'autorisation
214		agriculture -- répartition -- produit -- produit laitier -- fromage -- groupement professionnel -- lait -- production	Décret du 8 octobre 1942 ; Loi du 31 décembre 1942 ; Loi du 15 février 1943 ; Loi du 2 novembre 1943 ; Loi du 29 février 1944	Dissolution de tous les groupements professionnels laitiers et notamment du "comité central" par l'ordonnance	Institution d'un groupement professionnel dans chaque département et d'un comité central des groupements.
215		entreprise -- assurance -- assistance			
216		organisation de la nation en temps de guerre -- bien ennemi		abrogation par ordonnance du 6 octobre 1943 et par celle du 9 août 1944	

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
217	28/07/40	Décret		Etat français	levant les mesures de séquestration prises à l'égard des biens des ressortissants italiens		JO 29 juillet 1940
218	28/07/40	Loi		Etat français	réglementant les avances du trésor en vue de la reprise de l'activité agricole		JO 31 juillet 1940
219	28/07/40	Loi		Etat français	réglementant la fabrication et la vente du pain		JO 31 juillet 1940
220	28/07/40	Ordonnance		Préfet de la Seine	concernant le recensement des étrangers résidant dans le département de la Seine		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 29 juillet 1940
221	29/07/40	Circulaire		Préfet de la Seine	portant réglementation des secours à accorder aux salariés sans travail		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 30 juillet 1940
222	29/07/40	Circulaire		Préfet de la Seine	relative à la réouverture des établissements commerciaux ou industriels		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 30 juillet 1940
223	29/07/40	Décret		Etat français	relatif aux avances prévues par la loi du 28 juillet 1940		JO 31 juillet 1940
224	29/07/40	Décret		État français	sur la responsabilité des ministères en matière d'organisation économique (secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement - secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail)		JO 31 juillet 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
217		organisation de la nation en temps de guerre -- bien ennemi		abrogation par ordonnance du 6 octobre 1943 et par celle du 5 octobre 1944	
218		agriculture -- alimentation -- orientation agricole -- aide financière	Loi du 3 septembre 1940 ; Loi du 21 février 1941 ; Loi du 8 décembre 1941 ; Loi du 22 avril 1943 ; Loi du 22 février 1944		
219		agriculture -- répartition produits -- pain -- farine	loi du 17 septembre 1940 réglementant la fabrication et la vente du pain ; loi du 19 novembre 1941 (modifiant les infractions prévus à l'article 4) ; loi du 27 juillet 1942 (modifiant les dérogations prévues à		
220		recensement -- étrangers			
221		secours -- salariés -- indemnité -- travail			
222		entreprise -- commerce -- industrie			
223		agriculture -- alimentation -- orientation agricole -- aide financière	Loi du 3 septembre 1940 ; décret du 24 avril 1941 ; décret du 11 septembre 1942		
224		commerce -- industrie -- prêts -- production -- redressement économique	décret du 17 septembre 1940 portant modification de l'article 2 du décret du 29 juillet 1940 (responsabilité du secrétaire d'Etat à la marine)		

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
225	29/07/40	Loi		État français	relative aux pouvoirs des préfets des départements situés en zone occupée		JO 30 juillet 1940
226	29/07/40	Loi		État français	relative à la composition des farines panifiables		JO 31 juillet 1940
227	29/07/40	Loi		État français	relative à la répression des fraudes dans le commerce des denrées alimentaires, boissons et produits agricoles		JO 31 juillet 1940
228	30/07/40	Acte constitutionnel N° 5		État français	instituant une Cour suprême de justice		JO 31 juillet 1940
229	30/07/40	Arrêté		Préfet de la Seine	portant réglementation de la fabrication des pâtes alimentaires		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 31 juillet 1940
230	30/07/40	Décret		État français	concernant le rationnement de certaines denrées alimentaires		JO 2 août 1940
231	30/07/40	Loi		État français	portant modification au code de justice maritime		JO 1° août 1940
232	30/07/40	Loi		État français	relative au séjour dans les groupements de jeunesse des jeunes gens incorporés les 8 et 9 juin 1940		JO 1° août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
225		administration publique -- intérieur -- préfet -- attribution -- délégation -- pouvoir	prorogation par la loi du 31 octobre 1940		
226		céréale -- farine -- farine panifiable			Modifie l'article 3 du décret du 26 juin 1940.
227		fraude -- agriculture -- alimentation -- commerce	Loi du 31 décembre 1943 ; décret 53-979 du 30 septembre 1953		
228		cour -- tribunal -- Vichy -- cour suprême de justice		Annulation par l'ordonnance du 9 août 1944	Abrogation de l'article 9 de la loi du 24 février 1875 sur l'organisation du sénat et de l'article 12 de la loi du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics.
229		pâtes -- alimentation		Décret abrogé par celui du 17 septembre 1940 (JO du 19 septembre 1940).	
230		agriculture -- répartition -- produits -- vente -- magasin -- rationnement	Décret du 17 septembre 1940 ; décret du 22 décembre 1940 ; décret du 16 février 1941	Décret simple, 49-1609, du 7 décembre 1949	Rationnement du sucre, des pâtes, du riz, du savon, des graisses.
231		justice -- marine -- réglementation			
232	Décret non applicable à la zone occupée.	chantier de jeunesse -- stage -- sursis -- marine - armée -- travail	Loi du 9 septembre 1942 relative à la réparation des dommages physiques subis par les jeunes à l'occasion du stage dans les chantiers.	Cette loi du 9 septembre abroge les lois du 31 juillet 1940 et 18 janvier 1941	Les jeunes gens incorporés les 8 et 9 juin 1940 sont relevés de leurs obligations militaires et versés dans les groupements de jeunesse.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
233	30/07/40	Loi		État français	relative à la fixation des prix des produits et denrées agricoles		JO 2 août 1940
234	30/07/40	Loi		État français	relative aux livraisons de blé de la récolte 1940 et aux stocks de l'office national interprofessionnel des céréales (O.N.I.C.)		JO 2 août 1940
235	30/07/40	Loi		État français	réglementant la fabrication et la vente de la pâtisserie, de la confiserie et de la biscuiterie		JO 2 août 1940
236	30/07/40	Loi		État français	relative à l'organisation, la compétence et la procédure de la Cour suprême de justice		JO 31 juillet 1940
237	31/07/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif à la distribution des cartes de rationnement		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 1° août 1940
238	31/07/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif à l'approvisionnement en sucre		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 14 août 1940
239	31/07/40	Arrêté		État français	relatif au rationnement de certaines denrées alimentaires		JO 2 août 1940
240	31/07/40	Circulaire		Préfet de police	relative aux poids et mesures employés dans le commerce		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 1° août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
233		contrôle -- prix -- fixation - fruit -- légume			
234	Loi applicable à l'Algérie	céréale -- récolte -- déclaration -- financement -- campagne 1940			
235		agriculture -- répartition -- produits -- boulangerie -- pâtisserie -- confiserie -- vente -- interdiction	Loi du 9 novembre 1940 ; Loi du 22 décembre 1940 ; Loi du 9 janvier 1941 ; Loi du 30 juillet 1942		Abrogation des articles 4 et 5 du décret du 29 février 1940.
236		cour -- tribunal -- Vichy -- cour suprême de justice	Loi du 14 août 1940 ; loi du 28 décembre 1941 ; loi du 11 avril 1942	Annulation par l'ordonnance du 9 août 1944	
237		répartition -- rationnement -- cartes			Restrictions de la distribution du lait et de produits laitiers.
238		répartition -- sucre			
239		agriculture -- répartition -- produit -- produit laitier -- fromage	Décret du 18 septembre 1940		
240		réglementation -- commerce			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
241	31/07/40	Décret		État français	concernant la répartition du sucre et la déclaration des stocks		JO 2 août 1940
242	31/07/40	Décret		État français	levant les mesures de séquestration à l'égard des ressortissants allemands et des ressortissants italiens		JO 2 août 1940
243	31/07/40	Loi		État français	portant constitution de deux corps et de deux cadres des services chimiques de l'Etat		JO 1 août 1940
244	01/08/40	Arrêté		État français	relatif à la vente et à la consommation de la pâtisserie		JO 2 août 1940
245	01/08/40	Décret		État français	relatif à la composition de la cour suprême de justice		JO 2 août 1940
246	01/08/40	Décret		État français	relatif à la convocation de la cour suprême de justice		JO 2 août 1940
247	01/08/40	Décret		État français	relatif à la réglementation des restaurants		JO 2 août 1940
248	01/08/40	Décret		État français	concernant la répartition de la saccharine		JO 2 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
241		agriculture -- sucre -- répartition de produit		Décret du 17 septembre 1940 relatif à la répartition du sucre et du café	
242		organisation de la nation en temps de guerre -- bien ennemi			
243		armée -- défense -- poudre -- substance explosive	La loi du 22 novembre 1940 proroge de 3 mois le délai prévu à l'article 5 de la loi du 31 juillet 1940.	Ordonnance du 13 mai 1943.	Ces corps se substituent aux corps du service des poudres, corps dépendant de l'armée, autrement appelé corps des ingénieurs militaires des poudres, des ingénieurs des travaux de poudrerie, des ingénieurs chimiques, des
244		organisation de la Nation en temps de guerre -- produits			s'appuie sur la réglementation en temps de guerre
245		cour -- tribunal -- Vichy -- cour suprême de justice			Nomination des membres.
246		cour -- tribunal -- Vichy -- cour suprême de justice	décret du 24 septembre 1940		Voir le décret du 24 décembre 1940 complétant le présent décret
247		agriculture -- répartition -- produit -- restaurant -- boisson	Arrêté du 2 mai 1941 relatif à la réglementation des restaurants		Modification du décret du 1 avril 1940, article 2 (plats interdits).
248		organisation de la nation en temps de guerre -- agriculture -- répartition de produit -- saccharine	Décret du 17 septembre 1940 relatif à la répartition du sucre et du café		s'appuie sur la réglementation en temps de guerre

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
249	01/08/40	Décret		État français	modifiant le tableau annexe au décret du 26 juin 1940 modifiant le tracé des régions militaires		JO 4 août 1940
250	01/08/40	décret simple		PdR	relatif à la composition du gouvernement		JO 6 août 1940
251	02/08/40	Décret		Etat français	abrogeant les articles quatre à neuf inclus du décret du 18 mai 1940 concernant le contrôle des transports de bois		JO 3 août 1940
252	02/08/40	Décret		État français	relative à la solde et aux pensions des officiers généraux placés dans la deuxième section du cadre et des officiers de l'armée de mer admis à la retraite		JO 4 août 1940
253	02/08/40	Décret		Etat français	relatifs aux organismes d'assurances sociales agricoles : règles de comptabilité		JO 5 août 1940
254	02/08/40	Loi		État français	relative à l'abaissement des limites d'âge des officiers de l'armée de l'air		JO 2 août 1940
255	02/08/40	Loi		État français	fixant de nouvelles limites d'âge dans la marine		JO 4 août 1940
256	02/08/40	Loi		État français	fixant les limites d'âge des officiers de tous grades, de toutes armes et services de l'armée de terre		JO 4 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
249		armée -- défense -- région militaire	modifié par décret du 14 août 1940.		
250		gouvernement -- nomination -- secrétaire général -- Vichy			Premier ministère Pétain. Le général d'Harcourt est nommé secrétaire général à la famille et à la jeunesse.
251		bois -- forêts -- guerre -- texte de guerre			
252		armée -- défense -- Marine -- solde militaire --	loi du 29 avril 1943		
253		accident du travail -- agriculture -- organisme de gestion -- sécurité sociale		décret pris en application de l'article 37 de la constitution, 71-550 du 27 juin 1971	Le décret modifie l'article trois alinéas un paragraphe deux du décret du 26 janvier 1937
254		armée -- défense -- armée de l'air -- limite d'âge			
255		armée -- défense -- Marine -- administration publique -- Commissariat de la marine	loi du 2 août 1942		Modification de la loi du 4 mars 1929.
256		armée -- défense -- officier -- limite d'âge	loi du 2 août 1942 ; Loi du 15 septembre 1942 ; Loi du 5 novembre 1942 relative aux lieutenants et sous-lieutenants de gendarmerie ; ordonnance du 18 août 1943		

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
257	02/08/40	Loi		État français	modifiant la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement public en ce qui concerne la nomination des inspecteurs primaires		JO 4 août 1940
258	04/08/40	Loi		État français	relative à la réglementation des prix dans les restaurants		JO 5 août 1940
259	05/08/40	Décret		État français	concernant les attributions de la direction générale des chemins de fer et des transports		JO 13 août 1940
260	05/08/40	Loi		État français	relative à la répartition des immeubles endommagés du fait des hostilités		JO 10 août 1940
261	05/08/40	Loi		État français	relative l'attribution d'avance pour le financement de travaux publics ou d'intérêts agricoles		JO 10 août 1940
262	05/08/40	Loi		État français	relative aux dommages limites		JO 10 août 1940
263	05/08/40	Loi		État français	concernant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français		JO 13 août 1940
264	05/08/40	Loi		État français	budgétaire pour le troisième trimestre de l'année 1940		JO 9 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
257		enseignement -- public -- organisation -- inspecteur			Loi dite "Goblet" sur l'organisation de l'enseignement primaire. L'article exige l'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection pour exercer les fonctions d'inspecteur primaire. CONSEQUENCES A VOIR.
258		contrôle -- prix -- organisation de la nation en temps de guerre			
259		chemin de fer -- transports -- organisation			
260		guerre -- immeuble -- dommages de guerre			
261		commerce -- industrie -- indemnisation -- aide aux entreprises -- travail	loi du 11 octobre 1940 (relatives à l'attribution de créer aux collectivités pour le financement des travaux entrepris pour lutter contre le chômage)		Avances accordée aux collectivités locales.
262		dommages de guerre -- dommage limite -- immeuble			Les allocations pour la réparation ne pourront excéder la moitié des frais ni la somme de 50 000 F. La justification des dommages subis devra être faite ainsi que des frais exposés.
263		chemins de fer -- exploitation -- ligne	ordonnance de validation du 20 juin 1944		
264		budget -- crédit -- recettes -- dépenses -- 1940			Ouverture de crédits de paiement au titre du budget des dépenses militaires.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
265	05/08/40	Loi		État français	fixant les avantages accordés aux officiers de l'armée de l'air tenus de quitter l'armée active par suite de l'abaissement des limites d'âge		JO 9 août 1940
266	05/08/40	Loi		État français	relative à la solde et aux pensions des officiers généraux placés dans la deuxième section du cadre et des officiers de l'armée de terre admis à la retraite		JO 9 août 1940
267	05/08/40	Loi		État français	portant abrogation du décret du 20 mai 1940 relatif aux travaux civils pendant la durée des hostilités		JO 9 août 1940
268	05/08/40	Loi		État français	portant suppression de la contribution de 15 % prévue à l'article 6 du décret du 10 novembre 1939		JO 9 août 1940
269	06/08/40	Décret		État français	tendant à rendre obligatoire la déclaration des stocks de certains produits et matières premières et à permettre d'en réglementer l'emploi		JO 7 août 1940
270	06/08/40	Décret		État français	relatif au haut-commissaire de l'Afrique française : organisation des territoires		JO 8 août 1940
271	06/08/40	Loi		État français	relative aux associations, leur siège social, la déclaration à la préfecture		JO 8 août 1940
272	06/08/40	Loi		État français	portant réglementation de l'exploitation forestière		JO 8 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
265		armée -- défense -- armée de terre -- limite d'âge			
266		armée -- défense -- armée de terre -- solde militaire --officiers -- solde	loi du 25 février 1943		
267		organisation de la Nation en temps de guerre -- travail civil			
268		impôt -- taxe -- contribution nationale extraordinaire			Un taux majoré de 15% est prévu pour le calcul de la contribution nationale extraordinaire par l'article 6 du décret du 10 novembre 1939
269		commerce -- industrie -- stocks			
270	AFN	organisation des pouvoirs publics -- Afrique du Nord -- colonies	décret du 12 septembre 1940		
271		association -- création -- dissolution -- déclaration			Contrôle de l'état des associations d'entraides de la marine. Service central des œuvres de la marine.
272		bois -- forêts -- particulier -- gestion			Les propriétaires sont tenus d'exploiter une quantité de bois supérieur de 50 % à la normale.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
273	06/08/40	Loi		État français	relatif à la création d'un office du commerce extérieur		JO 9 août 1940
274	07/08/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif aux déclarations des stocks et des récoltes de céréales secondaires		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 1° août 1940
275	07/08/40	Arrêté		État français	portant suppression de l'appellation "bons d'armement"		JO 8 août 1940
276	07/08/40	Circulaire		État français	relative à la délivrance de denrées alimentaires et de produits de première nécessité		JO 15 août 1940
277	07/08/40	Loi		État français	relative au recouvrement pour 1940 des impôts directs		JO 8 août 1940
278	07/08/40	Loi		État français	relative aux associations, leur siège social, la déclaration à la préfecture		JO 8 août 1940
279	07/08/40	Loi		État français	portant création d'un commissariat général à l'éducation physique et aux sports		JO 8 août 1940
280	08/08/40	Décret		État français	modifiant les articles 5, 6 et 10 du décret du 10 août 1939 réglementant la hiérarchie, le recrutement, et l'avancement des agents des services extérieurs des affaires étrangères		JO 9 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
273		commerce extérieur -- office -- office national	loi du 27 décembre 1940 ; loi du 31 décembre 1940		a voir : doublon avec le texte daté du 8 août 1940
274					Voir le décret du 26 juin 1940 relatif aux déclarations des stocks et des récoltes de céréales non panifiables : avoine, maïs, orge et seigle
275					L'appellation vise les bons du Trésor à six mois, un an ou deux ans, levés en vertus des décrets du 30 octobre et 31 décembre 1939
276					
277		impôt -- taxe -- recouvrement -- provision -- sanction			
278		association -- création -- dissolution -- déclaration			L'association de la Croix-Rouge française est reconnue d'utilité publique.
279		administration publique -- éducation nationale -- administration centrale			
280		administration publique -- affaires étrangères -- services extérieurs -- agent -- personnel			Relatif aux conseillers d'ambassade de première classe, consuls généraux de première classe, ministre plénipotentiaire de seconde classe.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
281	08/08/40	Loi		État français	modifiant le décret-loi du 18 juin 1940 notamment l'article 1 dudit décret		JO 10 août 1940
282	08/08/40	Loi		État français	relative au paiement des dépenses du service des réfugiés		JO 14 août 1940
283	08/08/40	Loi		État français	portant création d'un office du commerce extérieur		JO 9 août 1940
284	09/08/40	Décret		État français	relatif à l'appellation « côtes-du-Rhône»		JO 10 août 1940
285	09/08/40	Décret		État français	relatif à l'utilisation des moûts de raisins		JO 11 août 1940
286	09/08/40	Décret		État français	relatif à l'utilisation des moûts de raisins		JO 11 août 1940
287	09/08/40	Loi		État français	relative à l'assurance contre les risques de guerre		JO 10 août 1940
288	09/08/40	Loi		État français	abrogeant les décrets du 15 mai 1940 ayant pour objet d'intégrer les cadres actifs de l'armée de l'air des ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux aéronautiques de l'Etat		JO 11 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
281		céréale -- farine -- blé -- groupement départemental -- extraction -- rationnement -- vente -- fabrication -- restriction			Constitution d'un seul groupement départemental de répartition pour l'ensemble des départements de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.
282		budget -- crédit -- recette -- dépense -- 1940			
283		commerce extérieur -- office -- office national	loi du 27 décembre 1940 ; loi du 31 décembre 1940		a voir : doublon avec le texte daté du 6 août 1940
284		fraude -- appellation contrôlée -- vin			
285		vin -- alcool -- mout de raisin			Autorisation d'ajouter certaines substances chimiques.
286		vin -- alcool -- mout de raisin			Autorisation de désacidification.
287		guerre -- assurance -- risque exceptionnel -- commission consultative			Cf. l'étude de Me Perraud-Charmantier parue dans la <i>Gazette du Palais</i> du 17 septembre 1940 : "Assurances des risques de guerre et répartition des dommages de guerre".
288		armée -- défense -- armée de l'air -- cadre	loi du 20 octobre 1942		statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
289	09/08/40	Loi		État français	relatif au corps de contrôle de l'administration de la marine		JO 11 août 1940
290	10/08/40	Loi		État français	relative au recensement des animaux		JO 11 août 1940
291	10/08/40	Loi		État français	instituant un office national interprofessionnel du blé		JO 11 août 1940
292	10/08/40	Loi		État français	ratifiant des décrets pris en application de la loi du 8 décembre 1939		JO 11 août 1940
293	10/08/40	Loi		Etat français	portant organisation de la répartition des produits industriels		JO 12 septembre 1940
294	12/08/40	Décret		Etat français	modifiant l'article 8 du décret du 8 août 1935 relatif à la composition, au régime financier de l'office national des mutilés, combattants, victimes de guerre et pupilles de la nation		JO 19 août 1940
295	12/08/40	Décret		Etat français	attribuant une prime de démobilisation aux militaires étrangers et militaires indigènes nord-africains		JO 19 août 1940
296	13/08/40	Loi		État français	portant interdiction des associations secrètes		JO 14 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
289		marine -- armée -- défense -- limites d'âge			Modification des limites d'âge et pensions du corps du contrôle de l'administration de la marine.
290		agriculture -- cheptel -- répartition -- produits			Recensement des animaux des espèces chevalines, mulassières, asine, bovine, porcine, ovine et caprine.
291		céréale -- commerce -- marché -- ONIB			Modification de l'article 9 de la loi du 15 août 1936 instituant l'ONIB. Fixation par décret dues prix du blé tendre et du blé dur, du prix du seigle, de l'orge, de l'avoine et du sarrasin.
292		redressement financier -- fiscalité -- impôt			
293					Le délai inhabituellement long suggère que la publication de la loi a été retardée. A VOIR
294		anciens combattant -- victimes de guerre -- combattant -- carte -- office national des mutilés			
295		armée -- défense -- démobilisation			
296	L'article 6 précise que le décret est applicable à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français.	association -- sociétés secrètes -- interdiction -- commission	Loi complétée par celle du 20 novembre 1940.		

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
297	13/08/40	Loi		État français	relative à la couverture des achats intéressant le ravitaillement général		JO 14 août 1940
298	13/08/40	Loi		État français	relatif à la composition du gouvernement		JO 15 août 1940
299	13/08/40	Loi		État français	relative à la constitution d'un fonds de solidarité professionnelle et régionale		JO 15 août 1940
300	13/08/40	Loi		État français	portant modification de la réglementation générale du travail		JO 15 août 1940
301	13/08/40	Loi		État français	relative à la limite d'âge des agents des services extérieurs du ministère des affaires étrangères		JO 15 août 1940
302	13/08/40	Loi		État français	relative à l'organisation de la production forestière		JO 21 août 1940
303	13/08/40	Loi		État français	relative au maintien des prix		JO 3 septembre 1940
304	14/08/40	Circulaire		Préfet de police	concernant la réglementation des prix pratiqués par les commerçants		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 17 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
297	Non applicable aux colonies jusqu'à l'arrêté du 31 août 1940	agriculture -- alimentation -- orientation agricole -- aide financière	Arrêté du 31 août 1940 ; Loi du 1 <sup>er</sup> novembre 1940 ; Loi 46-2154 du 7 octobre 1946		
298		gouvernement -- nomination de membre -- secrétaire général -- Vichy			Cabinet Philippe Pétain. M. Francis Millon est nommé secrétaire général de la main d'œuvre et des assurances sociales.
299		fonds de solidarité -- travail -- impôt -- cotisation -- taxe -- contribution	Loi du 25 mars 1941 ; Arrêté du 4 août 1945 suspendant l'article 1 (durée maximale de 48 heures)		Loi relative au régime de travail. Réduction des heures de travail et versement d'une cotisation en cas d'heures supplémentaires.
300		travail -- taux horaire -- temps de travail	L'article 4 relatif aux mines et industries annexes est modifié au JO du 5 septembre 1940, p. 4898. A VOIR.		Loi permettant au préfet de limiter le temps de travail et revenant sur la fixation de la durée du travail à 48 heures par semaine, 9 heures par jour. A VOIR car ce faisant, la loi remet en cause les lois du Front Populaire.
301		administration publique -- affaires étrangères -- services extérieurs -- agent -- personnel	Loi du 3 avril 1941 ; Loi du 29 juin 1941 ; Loi du 20 février 1942 ; Loi du 29 mai 1942 ; Loi du 1 <sup>er</sup> janvier 1943		
302		bois -- forêt -- production forestière -- répartition	Article 6 modifié par la loi du 18 septembre 1940 (JO du 19 septembre 1940) ; Décret du 3 juillet 1944 ; Arrêté du 10 février 1945		La loi prévoit un groupement interprofessionnel forestier auprès de chaque conservation des eaux et forêts, chargé d'établir le bilan des stocks, des besoins et des ressources, de développer la production des bois et du charbon de bois, de
303		contrôle -- prix -- comité -- département -- surveillance			Prorogation jusqu'à une date qui doit être fixée ultérieurement du délai de trois mois prévu par l'article 1 du décret du 9 avril 1940. Comités départementaux et comité national de surveillance des prix.
304					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
305	14/08/40	Circulaire		Préfet de police	relative au changement de résidence des étrangers		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 17 août 1940
306	14/08/40	Décret		État français	modifiant le tableau annexe au décret du 26 juin 1940, modifié par décret du 1 <sup>er</sup> août 1940 fixant le tracé des régions militaires dans la zone non occupée		JO 18 août 1940
307	14/08/40	Loi		État français	relative à l'organisation, la compétence et la procédure de la Cour suprême de justice		JO 15 août 1940
308	14/08/40	Loi		État français	concernant l'accès aux emplois dans les administrations publiques		JO 15 août 1940
309	14/08/40	Loi		État français	étendant temporairement la compétence des juges de paix		JO 15 août 1940
310	14/08/40	Loi		État français	créant une carte nationale de priorité en faveur des mères de famille		JO 24 août 1940
311	16/08/40	Avis		Préfet de la Seine	concernant la circulation entre la zone occupée et la zone non-occupée		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 18 août 1940
312	16/08/40	Loi		État français	concernant l'organisation provisoire de la production industrielle		JO 18 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
305					
306	zone non occupée	armée -- défense -- région militaire			
307		cour -- tribunal -- Vichy -- cour suprême de justice			Modification de l'article 15 de la loi du 30 juillet 1940 (applicabilité du code d'instruction criminelle aux procès jugés par la cour).
308		nationalité -- accès -- emploi public -- administration		Loi du 3 avril 1941 relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques	Pour l'application des dispositions de la loi du 17 juillet 1940. Assouplissement? Pourquoi? Voir M-O Baruch.
309		cour -- tribunal -- justice de paix		Annulation par l'ordonnance du 2 novembre 1945.	
310			Loi complétée par celle du 18 juin 1941.		Délai important de 10 jours. A EXAMINER.
311					Application de la mesure allemande ("sur invitation de l'autorité occupante"), n'autorisant de laissez-passer que pour des raisons économiques. Les demandes sont à adresser à Paris à la préfecture de la Seine, l'Hôtel
312		commerce -- industrie -- production -- redressement économique -- prêts		ordonnance du 27 juillet 1944 rétablissant la liberté syndicale ; 2 ordonnances du 16 octobre 1944 ; Loi 46-827 du 26 avril	Dissolution des groupements professionnels ; création de comités d'organisation. Les infractions à l'ordonnance relèvent des autorités allemandes.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
313	16/08/40	Loi		État français	portant suppression du cadre dit de "résidence fixe" du corps des officiers de marine		JO 18 août 1940
314	16/08/40	Loi		État français	concernant l'exercice de la profession de médecin, de chirurgien-dentiste et de pharmacien		JO 19 août 1940
315	18/08/40	Loi		État français	relative à la mise en exploitation des terrains urbains inutilisés		JO 18 septembre 1940
316	18/08/40	Loi		État français	d'application la loi du 2 août 1940 fixant de nouvelles limites d'âge dans la marine		JO 19 août 1940
317	18/08/40	Loi		État français	modifiant l'article 24 de la loi du 10 août 1871 relatif à la réunion des conseils généraux		JO 20 août 1940
318	19/08/40	Décret		État français	en nullité des associations dites "La grande loge de France" et "Le grand orient de France"		JO 20 août 1940
319	19/08/40	Loi		État français	modifiant le décret du 12 novembre 1938 relatif aux caisses d'épargne		JO 20 août 1940
320	20/08/40	Arrêté		État français	fixant le prix de lait et dérivés beurre et fromages		JO 21 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
313		armée -- défense -- marine - cadre			Abrogation des articles 34 à 38 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de la marine et du corps des équipages de la flotte.
314	Applicable à l'Algérie par le décret du 10 janvier 1941.	santé publique -- médecine -- pharmacie -- chirurgie	Décret du 10 janvier 1941	Loi du 22 novembre 1941.	Loi d'exclusion des étrangers de cette profession, sauf exceptions prévues par la présente loi.
315		jardin ouvrier -- carte -- jardinage		Loi 46-935 du 7 mai 1946 ; Loi 52-895 du 26 juillet 1952.	Transformation en jardins maraîchers et potagers des terrains urbains inutilisables.
316		armée -- défense -- marine - cadre -- légion d'honneur			Cette loi permet aux officiers de la marine mis à la retraite de concourir pour la légion d'honneur avec les officiers en activité.
317				Annulée par l'ordonnance du 9 août 1944.	
318		association -- société secrète -- interdiction -- commission			
319		caisse d'épargne -- compte -- dépôt -- livret -- prime -- prêt -- épargne			Suspension de l'application de ce décret.
320					Application de la loi du 8 août 1940 établissant un groupement unique de répartition et de distribution des farines pour les trois départements.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
321	20/08/40	Décret		État français	relatif à l'échelonnement des livraisons de vins		JO 22 août 1940
322	20/08/40	Décret		État français	portant abrogation de précédents décrets relatifs au nombre des chambres de certaines cours d'appel et de certains tribunaux		JO 22 août 1940
323	20/08/40	Loi		Etat français	fixant à titre temporaire le recrutement et l'avancement des magistrats et juges de paix		JO 21 août 1940
324	20/08/40	Loi		Etat français	modifiant la loi du 16 juillet 1940 instituant une suspension générale des délais		JO 21 août 1940
325	20/08/40	Loi		État français	sur l'organisation du Conseil État		JO 21 août 1940
326	20/08/40	Loi		Etat français	portant adaptation des exploitations viticoles aux besoins du ravitaillement général		JO 22 août 1940
327	20/08/40	Loi		Etat français	accordant la garantie des colonies et la garantie de l'Etat à des prêts sur stocks de produits entreposés dans les colonies et destinés à l'approvisionnement de la métropole		JO 22 août 1940
328	20/08/40	Loi		Etat français	relative à l'assurance des stocks, matières ou produits de toute nature contre les risques de guerre		JO 23 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
321		vin -- alcool -- ravitaillement			
322	Algérie et ZNO	justice -- Cour d'appel -- composition -- chambre			Concernent les CA d'Alger et de Riom. Double décret.
323		justice -- magistrat -- recrutement -- avancement			
324		procédure -- justice -- délais -- contrat	Suspension du 10 mai au 30 septembre 1940, prorogée jusqu'au 31 octobre 1940 par la loi du 24 septembre 1940		
325		justice -- Conseil d'Etat			
326	Loi applicable en Algérie, aux termes de son article 7.				
327	Loi à destination des colonies françaises.				
328	Loi applicable en Algérie, aux termes de son article 1.				

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
329	21/08/40	Arrêté		Préfet de la Seine, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne	fixant les modes de répartition et de distribution des farines dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 23 août 1940
330	21/08/40	Circulaire		Préfet de la Seine	relative à la réparation des immeubles endommagés du fait des hostilités		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 23 août 1940
331	22/08/40	Arrêté		Préfet de la Seine	rendant obligatoire la déclaration des stocks des bois de chauffage		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 24 août 1940
332	22/08/40	Loi		Etat français	relative aux travaux de déblaiement des immeubles détruits par faits de guerre		JO 24 août 1940
333	23/08/40	Arrêté		Préfet de police	relatif aux heures d'ouverture des restaurants et débits de boissons dans les communes de banlieue de la Seine		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 29 août 1940
334	23/08/40	Décret		Etat français	relatif à la composition de certains tribunaux de première instance		JO 26 août 1940
335	23/08/40	Loi		Etat français	contre l'alcoolisme		JO 24 août 1940
336	23/08/40	Loi		Etat français	portant modification de l'article 66 du Code pénal		JO 25 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
329					
330		immobilier -- dommages			Voir la loi du 5 août 1940 autorisant la prise en charge par l'Etat d'une partie des frais de réparation des immeubles endommagés du fait des hostilités ainsi qu'une circulaire du 15 août 1940 du ministre-secrétaire d'Etat aux Finances,
331					
332		immobilier -- dommages			
333					
334	Abrogation des dispositions du décret du 27 octobre 1939. Les tribunaux de première instance de Montpellier et de Béziers	justice -- tribunal -- organisation -- composition			
335	Loi applicable à tous les territoires relevant de l'autorité française.	alcool			
336		code -- pénal -- enfance - délinquance -- tribunal	Loi du 15 janvier 1944.	Le texte est remplacé à la libération par l'ordonnance du 2 février 1945.	Enfance délinquante, dont les cas sont jugés par les tribunaux ordinaires français.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
337	23/08/40	Loi		Etat français	complétant la loi du 16 juillet relative aux locations des réfugiés		JO 26 août 1940
338	24/08/40	Circulaire		Préfet de la Seine	relative à la procédure qu'il y a lieu de suivre pour toute demande administrative		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 25 août 1940
339	24/08/40	Loi		Etat français	portant interdiction aux officiers ou marins de commerce de servir à bord de bâtiments battant pavillon français sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante		JO 26 août 1940
340	25/08/40	Loi		Etat français	relative à la composition des tribunaux militaires permanents jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre		JO 26 août 1940
341	25/08/40	Loi		Etat français	portant création d'un congé d'armistice pour les officiers de l'armée de terre		JO 26 août 1940
342	25/08/40	Loi		Etat français	portant création d'un congé d'armistice pour les officiers de l'armée de l'air		JO 26 août 1940
343	26/08/40	Décret		Etat français	relatif à l'application de la loi du 27 juillet 1940 sur l'organisation de la production laitière		JO 27 août 1940
344	26/08/40	Loi		Etat français	relative aux congés d'armistice des officiers de tous grades de la marine		JO 28 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
337		logement -- loyer			Voir l'article 2 de la loi du 16 juillet 1940 relative aux locations des réfugiés. On se référera également à l'article de Paul Esmein, "Le régime des loyers" ( <i>Gazette du Palais</i> du 28 août 1940), et à celui de M. de Félice, avocat à la Cour de
338					Application du refus allemand d'examiner toute requête des français, transmises systématiquement et sans annotation aux autorités françaises.
339		marine			Application directe de la convention d'armistice.
340		justice -- militaire			
341		armée			
342		armée			
343		lait			
344		armée			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
345	26/08/40	Loi		Etat français	relative à la détermination des tarifs douaniers		JO 28 août 1940
346	27/08/40	Décret		Etat français	relatif au paiement des marchandises originaires de Suisse		JO 28 août 1940
347	27/08/40	Décret		Etat français	relatif au paiement des marchandises originaires de Suède		JO 28 août 1940
348	27/08/40	Loi		Etat français	portant abrogation du décret-loi du 21 avril 1939, modifiant les articles 32, 33 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse		JO 20 août 1940 ? A PRÉCISER
349	27/08/40	Loi		Etat français	relative à l'inventaire et la mise en culture des terres et des exploitations abandonnées		JO 20 août 1940 ? A PRÉCISER
350	27/08/40	Loi		Etat français	portant suspension de l'article 2 du décret du 24 juin 1940 interdisant la réception des émissions radiophoniques sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public		JO 28 août 1940
351	27/08/40	Loi		Etat français	relative à la protection de la main-d'œuvre nationale		JO 29 août 1940
352	27/08/40	Loi		Etat français	portant réglementation de la circulation automobile		JO 30 août 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
345					
346	Ce décret est applicable au territoire métropolitain ainsi qu'aux colonies et territoires sous mandat en Afrique.	importations	Le décret du 14 juillet 1940 est abrogé		
347	Ce décret est applicable au territoire métropolitain ainsi qu'aux colonies et territoires sous mandat en Afrique.	importations			
348		presse			Une amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement à cette loi et relatifs à son article 1.
349		agriculture			Voir l'étude de Paul Esmein sur ce thème, parue dans la <i>Gazette du Palais</i> du 12 octobre 1940.
350	Décret non applicable en zone occupée	radio -- propagande			Organisation des allocations radiodiffusées officielles.
351		travail			préférence nationale
352		voiture -- code de la route			Des sanctions administratives et judiciaires sont prévues à l'article 6.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
353	27/08/40	Loi		Etat français	organisant la formation professionnelle et l'utilisation des équipes de jeunes gens dans l'agriculture		JO 30 août 1940
354	28/08/40	Arrêté		Etat français	relatif à l'utilisation des wagons-réservoirs		JO 29 août 1940
355	29/08/40	Arrêté		Etat français	concernant la circulation des véhicules automobiles		JO 30 août 1940
356	29/08/40	Loi		Etat français	portant création de la légion française des combattants		JO 30 août 1940
357	29/08/40	Loi		Etat français	relative à la vente du lait et des produits laitiers		JO 30 août 1940
358	30/08/40	Circulaire		Etat français	sur l'application de la loi du 14 août 1940 relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques		JO 31 août 1940
359	30/08/40	Loi		Etat français	modifiant la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, en ce qui concerne le règlement des réquisitions		JO 1° septembre 1940
360	30/08/40	Loi		Etat français	portant extension aux employés et agents des départements et des communes des dispositions de la loi du 17 juillet 1940 concernant l'accès aux emplois dans les administrations publiques		JO 1° septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
353					
354	Complète l'article 2 de l'arrêté du 27 janvier 1940	train -- chemin de fer			
355		voiture -- code de la route			Application de la loi du 27 août 1940, notamment son article 2.
356	Loi d'application interdite en zone occupée.	mouvement			Ordonnance du MBH in F du 28 août 1940.
357		lait			
358		fonction publique			Raphaël Alibert, garde des Sceaux, rappelle et rend pratiquement applicable la possibilité de recours des intéressés. Il signe pour cet acte de son titre de chargé des services administratifs de la présidence du Conseil.
359					Ordonnance du MBH in F du 20 mai 1940
360		fonction publique			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
361	30/08/40	Loi		Etat français	accordant une réduction de stage aux aspirants aux fonctions de notaire, d'huissier, d'avoué de première instance ou d'appel		JO 1° septembre 1940
362	31/08/40	Arrêté		Etat français	portant suspension de la consommation du riz		JO 1° septembre 1940
363	31/08/40	Arrêté		Etat français	relatif au rationnement de certaines denrées alimentaires pour le mois de septembre 1940		JO 1° septembre 1940
364	01/09/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif à la vente du lait entier et du lait condensé		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 2 septembre 1940
365	03/09/40	Avis		Préfet de police	relatif à la circulation des cyclistes		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 4 septembre 1940
366	03/09/40	Loi		Etat français	relative au remplacement des titres de rentes sur l'Etat perdus par suite de faits de guerre		JO 19 septembre 1940
367	03/09/40	Loi		Etat français	abrogeant la loi du 7 juillet 1904 et l'article de la loi du 1° juillet 1901		JO 4 septembre 1940
368	03/09/40	Loi		Etat français	relative aux mesures à prendre sur instructions du Gouvernement, à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique		JO 4 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
361		justice -- organisation -- avoué -- huissier -- notaire			Réduction accordés aux mobilisés de la campagne de 1939-1940.
362	Le bulletin municipal officiel de la ville de Paris du 7 septembre 1940 autorise la vente au détail pour les enfants et les malades.	rationnement			
363					
364		lait			
365		vélo			Avis écrit sous le mode du rappel. Il ne semble pas déroger aux règles habituelles. Les règles de circulation sont-elles fixées par l'occupant?
366					Long délai dont la cause est à chercher. La loi est conçue comme temporaire. Ses dispositions doivent cesser d'être en vigueur six mois après la fin du conflit.
367					La loi revient sur la suppression de l'enseignement congrégationiste.
368		internement			La loi autorise leur internement administratif.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
369	03/09/40	Loi		Etat français	complétant la loi du 28 et le décret du 29 juillet 1940 relatifs à des avances du Trésor en vue de la reprise de l'activité agricole		JO 5 septembre 1940
370	03/09/40	Loi		Etat français	relative aux sociétés bénéficiaires de la garantie directe de l'Etat pour le bénéfice de leurs emprunts		JO 5 septembre 1940
371	03/09/40	Loi		Etat français	régulant, à titre temporaire, la compétence des tribunaux judiciaires		JO 6 septembre 1940
372	03/09/40	Loi		Etat français	sur l'organisation du marché du seigle		JO 6 septembre 1940
373	04/09/40	Arrêté		Etat français	fixant le taux forfaitaire applicable aux cessions amiables d'objets mobiliers et de matériels réformés ou en excédent appartenant à l'Etat		JO 6 septembre 1940
374	04/09/40	Loi		Etat français	portant l'interdiction aux capitaines de navires de commerce français de soustraire leur bâtiment au contrôle des autorités françaises		JO 6 septembre 1940
375	05/09/40	Avis		Préfet de police	relatif au camouflage des phares des automobiles		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 6 septembre 1940
376	05/09/40	Décret		Etat français	portant interdiction de servir dans tous les établissements ouverts au public du café après quinze heures		JO 6 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
369		finances publiques			
370		finances publiques			
371		justice -- judiciaire -- tribunal	Loi complétée par celle du 22 novembre 1940.		
372		céréales			sanctions judiciaires prévues à l'article 463 du code pénal.
373					
374		marine			Punitio prévue selon les règles de l'article 83 du code pénal.
375		voiture -- circylation automobile -- défense passive			
376		restaurants -- cafés			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
377	05/09/40	Instruction		Etat français	sur le règlement des réquisitions d'usage d'immeubles affectés à une exploitation agricole (Instruction N° 11 sur les réquisitions)		JO 20 septembre 1940
378	05/09/40	Instruction		Etat français	sur le règlement des réquisitions d'usage d'immeubles affectés à l'exercice d'une profession industrielle et commerciale (Instruction N° 10 sur les réquisitions)		JO 20 septembre 1940
379	05/09/40	Loi		Etat français	concernant l'avancement des prisonniers de guerre		JO 9 septembre 1940
380	06/09/40	Arrêté		Etat français	concernant la déclaration des stocks et l'interdiction temporaire de vente des pneumatiques d'automobiles et de motocyclettes		JO 8 septembre 1940
381	06/09/40	Décret		Etat français	modifiant le règlement intérieur du Conseil d'Etat		JO 7 septembre 1940
382	06/09/40	Décret		Etat français	modifiant les cadres de l'administration centrale du ministère de la Justice et la composition du conseil d'administration dudit ministère		JO 7 septembre 1940
383	06/09/40	Loi		Etat français	modifiant l'article 5 de la loi du 20 juillet 1940 relative à la résiliation et à la liquidation des marchés passés par l'Etat pour les besoins de la défense nationale		JO 11 septembre 1940
384	06/09/40	Loi		Etat français	relative à la suppression de la caisse autonome de la défense nationale et du comité national institué par le décret du 30 octobre 1939		JO 12 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
377					
378					
379		pg			
380		voiture -- marché noir			Sanctions prévues par le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au Travail. Poursuites par les autorités préfectorales.
381		Conseil d'Etat -- justice			
382		justice -- organisation -- administration			
383					
384					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
385	06/09/40	Loi		Etat français	relative à la composition du gouvernement		JO 7 septembre 1940
386	06/09/40	Loi		Etat français	portant suppression de divers organismes dans les services d'information et à l'administration de la radiodiffusion nationale		JO 7 septembre 1940
387	06/09/40	Loi		Etat français	concernant l'utilisation des wagons-réservoirs et des wagons-citernes		JO 9 septembre 1940
388	09/09/40	Arrêté		Etat français	rendu en exécution de l'article 4 de la loi du 20 août 1940 relative à l'assurance des stocks, matières ou produits de toute nature contre les risques de guerre		JO 11 septembre 1940
389	09/09/40	Avis		Préfet de la Seine et préfet de police	relatif à la circulation de la zone occupée à la zone non occupée		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 10 septembre 1940
390	09/09/40	Loi		Etat français	relative aux allocations familiales agricoles		JO 13 septembre 1940
391	10/09/40	Loi		Etat français	réglementant l'accès au barreau		JO 11 septembre 1940
392	10/09/40	Loi		Etat français	relative à la déchéance de la nationalité à l'égard de Français qui ont quitté les territoires d'outre-mer		JO 11 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
385	Une modification est apportée par la loi du 18 septembre 1940 (JO du 19 septembre 1940). Rectificatif paru au JO du 14				La loi place les administrations publiques sous l'autorité de secrétaires d'Etat.
386		radio -- propagande			
387		train -- chemin de fer	Décret d'application du 15 octobre 1940 modifié par celui du 12 novembre 1940.		
388					Contrainte exécrée par le juge de paix. Contentieux au Tribunal civil. Un comité spécial de contentieux institué au ministère des Finances émet un avis sur les dossiers .
389	Voir l'avis du 16 août 1940 sur le même sujet.	ligne de démarcation			Le présent avis rappelle que les requêtes adressées aux autorités allemandes ne sont pas reçues.
390		famille			
391		justice -- avocat -- barreau -- épuration			Epuration du barreau en France.
392	Outre-mer et France métropolitaine.		Loi complétée par celle du 20 novembre 1940 portant même titre.		La loi vise les fonctionnaires des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères ou du secrétariat aux colonies. La sanction est la déchéance de la nationalité par décret sur rapport du garde des Sceaux et des ministères concernés. Le

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
393	10/09/40	Loi		Etat français	prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants		JO 26 octobre 1940
394	11/09/40	Loi		Etat français	portant prorogation de délais en matière de propriété industrielle		JO 13 septembre 1940
395	12/09/40	Loi		Etat français	relative au financement des dépenses de réparation des immeubles sinistrés du fait des hostilités		JO 13 septembre 1940
396	12/09/40	Loi		Etat français	tendant à faciliter la trésorerie des entreprises titulaires de marchés passés par l'Etat pour les besoins de la défense nationale		JO 13 septembre 1940
397	12/09/40	Loi		Etat français	relative aux opérations des organismes britanniques d'assurances ou de réassurances en France et en Algérie		JO 13 septembre 1940
398	12/09/40	Loi		Etat français	sur le financement des fabrications de démarrage faisant l'objet de lettres d'agrément		JO 13 septembre 1940
399	12/09/40	Loi		Etat français	tendant à faciliter le financement des travaux de ravalement des immeubles effectués à titre obligatoire		JO 13 septembre 1940
400	12/09/40	Loi		Etat français	relative à l'organisation des coopératives laitières		JO 13 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
393	Délai très long qui laisse supposer une négociation pour l'application de la loi dans toute la France, y compris en ZO.	entreprise			Application liée à la publication de la législation antijuive de Vichy. Nomination d'administrateurs provisoires par le président du tribunal civil.
394		législation industrielle			
395		immeubles			
396	Métropole et Algérie.		Modifiée par la loi du 12 novembre 1940.		Loi dirigée contre les entreprises britanniques, les intérêts financiers britanniques.
397		assurances			
398					
399		bâtiment -- construction			
400		lait			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
401	12/09/40	Loi		Etat français	tendant à faciliter l'attribution des prestations aux assurés sociaux qui ont interrompu le travail en raison de la guerre		JO 14 septembre 1940
402	12/09/40	Loi		Etat français	portant abaissement des limites d'âge des fonctionnaires de l'administration préfectorale		JO 18 septembre 1940
403	13/09/40	Décret		Etat français	abrogeant les dispositions du décret du 27 octobre 1939 (cours d'appel et tribunaux)		JO 14 septembre 1940
404	13/09/40	Décret		Etat français	sur l'assistance aux réfugiés et les allocations militaires		JO 14 septembre 1940
405	13/09/40	Décret		Etat français	relatif au recrutement du personnel des lycées, collèges et cours secondaires		JO 16 septembre 1940
406	13/09/40	Loi		Etat français	relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques des territoires relevant du ministère des Colonies		JO 15 septembre 1940
407	13/09/40	Loi		Etat français	relative à l'organisation de la vente des combustibles minéraux solides		JO 16 septembre 1940
408	13/09/40	Loi		Etat français	relative à l'obligation d'emploi des mobilisés		JO 18 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
401					
402	Métropole et Algérie.	fonction publique			Possibilité de mettre en retraite ou d'accorder une mise en retraite demandée.
403	CA de Lyon, CA de Nîmes et TPI de Nice.	justice -- tribunal -- organisation			
404					
405		enseignement -- public -- organisation -- inspecteur			
406	colonies	fonction publique			
407					
408		armée -- démobilisation			Voir l'article de M. Perraud-Chamantier : "Les droits des démobilisés à leur emploi", Gazette du Palais du 15 octobre 1940.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
409	13/09/40	Loi		Etat français	portant interdiction aux ressortissants français de se rendre en territoire étranger pour s'y livrer à la fabrication de matériel de guerre		JO 19 septembre 1940
410	13/09/40	Loi		Etat français	relative aux caractéristiques des combustibles pour gazogènes destinés à la traction automobile		JO 19 septembre 1940
411	13/09/40	Loi		Etat français	prescrivant la déclaration des stocks de produits azotés minéraux		JO 19 septembre 1940
412	13/09/40	Loi		Etat français	portant obligation de récupérer et de régénérer les huiles minérales de graissage		JO 19 septembre 1940
413	14/09/40	Arrêté		Etat français	relatif à la responsabilité des chemins de fer en cas de perte ou d'avarie des bagages ou des marchandises		JO 20 septembre 1940
414	14/09/40	Ordonnance		Préfet de police	portant modification des ordonnances des 12 et 13 avril 1927 relatives au marché aux bestiaux de la Villette		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 17 septembre 1940
415	17/09/40	Arrêté		Etat français	relatif aux modalités de répartition des denrées rationnées		JO 19 septembre 1940
416	17/09/40	Décret		Etat français	relatif aux mesures de séquestration édictées par les décrets des 25 avril, 15 et 25 mai 1940		JO 18 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
409					Une telle loi répond à la demande exprimée par la commission allemande d'amnistie, qui veut que l'interdiction sous-entende l'exclusion de l'Allemagne.
410		voiture -- restriction			L'article 2 prévoit une réglementation par arrêtés du ministre secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au travail et du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et au Ravitaillement.
411					
412					
413					
414		animaux -- élevage			
415		rationnement			
416					Contrôle exercé par le parquet des mesures prises.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
417	17/09/40	Décret		Etat français	concernant les appellations d'origine contrôlées en matière viticole		JO 19 septembre 1940
418	17/09/40	Décret		Etat français	relatif au rationnement de certaines denrées		JO 19 septembre 1940
419	17/09/40	Décret		Etat français	relatif au règlement des importations de marchandises en provenance de Belgique, du Danemark, du Luxembourg, de Norvège, des Pays-Bas, de Pologne et de Tchécoslovaquie		JO 19 septembre 1940
420	17/09/40	Loi		Etat français	suspendant les exonérations prévues en matière de taxes à la production et de taxe sur les transactions pour les affaires d'exportation		JO 12 octobre 1940
421	17/09/40	Loi		Etat français	suspendant l'application de divers délais en ce qui concerne le recouvrement des créances de l'Etat ainsi qu'en matière fiscale		JO 12 octobre 1940
422	17/09/40	Loi		Etat français	modifiant et complétant la loi du 26 août 1940 relative aux congés d'armistice des officiers de tous grades de la marine		JO 18 septembre 1940
423	17/09/40	Loi		Etat français	relative à la conservation ou à la liquidation de certaines marchandises non parvenues en France		JO 19 septembre 1940
424	17/09/40	Loi		Etat français	relative aux modalités de circulation et conditions dans lesquelles pourra s'effectuer le commerce des céréales		JO 19 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
417		vin			Prorogation du délai imparti par les décrets relatifs à la définition des appellations d'origine contrôlées en matière viticole.
418		rationnement			
419	Décret applicable expressément à l'Algérie, aux colonies et territoires sous mandat français.	importations			La mesure concerne les territoires sous occupation allemande. Est-elle inspirée par l'occupant? A VOIR
420		exportations			
421					
422		armée			
423		importations			Liquidation des cargaisons déroutées ou arrêtées à l'étranger.
424		blé			Sanctions administratives et judiciaires prévues aux termes de l'article 7 de la loi. A VOIR

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
425	17/09/40	Loi		Etat français	établissant les sanctions relatives aux infractions commises en matière de carte d'alimentation		JO 19 septembre 1940
426	17/09/40	Loi		Etat français	interdisant la transformation de produits alimentaires en produits non alimentaires		JO 19 septembre 1940
427	17/09/40	Loi		Etat français	tendant à autoriser, à titre exceptionnel, l'aliénation, avant le délai prévu par le décret de 1810 de certains objets et colis abandonnés dans les gares et dans les magasins des entreprises de transport		JO 19 septembre 1940
428	17/09/40	Loi		Etat français	réglementant la fabrication et la vente de pain		JO 19 septembre 1940
429	17/09/40	Loi		Etat français	relative à la distribution des denrées et produits soumis à des mesures de rationnement		JO 19 septembre 1940
430	17/09/40	Loi		Etat français	relative aux marchés passés par les forces militaires britanniques		JO 19 septembre 1940
431	17/09/40	Loi		Etat français	sur le ramassage et la conservation des foies de poissons		JO 19 septembre 1940
432	18/09/40	Arrêté		Etat français	relative à la création d'un bureau d'achats et de ventes à l'étranger		JO 19 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
425		marché noir			Sanctions administratives (A VÉRIFIER) et judiciaires prévues par la présente la loi.
426					Sanctions judiciaires prévues par la présente la loi.
427					Sanctions judiciaires prévues par la présente la loi.
428		pain			
429					
430					Liquidation ou versements d'acomptes pour les contrats passés avec l'armée britannique.
431					
432					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
433	18/09/40	Décret		Etat français	pris en application de la loi du 17 juillet 1940 concernant les magistrats, fonctionnaires et agents civils ou militaires de l'Etat relevés de leurs fonctions		JO 19 septembre 1940
434	18/09/40	Décret		Etat français	relative à la vente des fromages		JO 19 septembre 1940
435	18/09/40	Loi		Etat français	abrogeant le décret-loi du 9 juin 1940 relatif au transport, au déchargement et à l'évacuation des marchandises importées		JO 19 septembre 1940
436	18/09/40	Loi		Etat français	étendant au personnel des chemins de fer les dispositions de la loi du 17 juillet 1940		JO 19 septembre 1940
437	18/09/40	Loi		Etat français	instituant un régime de réassurance des risques maritimes ordinaires		JO 19 septembre 1940
438	18/09/40	Loi		Etat français	instituant un régime de réassurance des risques maritimes de guerre		JO 19 septembre 1940
439	18/09/40	Loi		Etat français	modifiant la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires		JO 19 septembre 1940
440	18/09/40	Loi		Etat français	portant constitution d'un corps civil de la justice maritime		JO 19 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
433					Indemnités et reclassement.
434		alimentation			Signé par le garde des sceaux : sanction judiciaire?
435					
436					Protection des voies de circulation de l'armée allemande, surtout et bouclage d'un secteur stratégique. La mesure est-elle inspirée par les Allemands? A VOIR
437	Loi applicable aux territoires français de métropole et des colonies et protectorats.				
438	Loi applicable aux territoires français de métropole et des colonies et protectorats.				
439					
440	Loi applicable en zone occupée? A VOIR	justice -- militaire -- armée -- marine			Justice militaire. La loi supprime le corps des officiers de justice maritime pour lui substituer un corps civil.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
441	18/09/40	Loi		Etat français	relative au concours pour la nomination d'auditeurs de 2 <sup>e</sup> classe au Conseil d'Etat		JO 19 septembre 1940
442	18/09/40	Loi		Etat français	relative au contrôle financier de l'Etat		JO 19 septembre 1940
443	18/09/40	Loi		Etat français	relative au nombre et à la responsabilité des administrateurs, aux fonctions et à la responsabilité des présidents des sociétés anonymes		JO 19 septembre 1940
444	18/09/40	Loi		Etat français	sur l'organisation de la distribution des produits indispensables à la production agricole		JO 19 septembre 1940
445	18/09/40	Loi		Etat français	relative au régime du travail dans l'industrie minérale		JO 19 septembre 1940
446	18/09/40	Loi		Etat français	autorisant le fractionnement des pains de margarine		JO 19 septembre 1940
447	18/09/40	Loi		Etat français	relative au financement des blés de la récolte 1940-1941		JO 19 septembre 1940
448	18/09/40	Loi		Etat français	relative à l'échange blé contre farine et blé contre pain		JO 19 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
441		Conseil d'Etat -- justice			
442					
443					Voir le commentaire de Me Jean-Michel , avocat à la CA de Paris : "La loi du 18 septembre 1940 sur l'administration des sociétés anonymes", Gazette du Palais du 3 octobre 1940. Sanctions judiciaires prévues par cette loi.
444					Sanctions administratives.
445					
446					
447		céréales -- agriculture			
448		céréales -- agriculture			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
449	18/09/40	Loi		Etat français	relative à la suppression des écoles normales primaires		JO 6 octobre 1940
450	19/09/40	Arrêté		Etat français	réglementant les conditions de mise en circulation et équipement des véhicules automobiles à gazogène		JO 19 septembre 1940
451	19/09/40	Arrêté		Etat français	relatif au contrôle des stocks, répartition et distribution du café		JO 19 septembre 1940
452	19/09/40	Arrêté		Etat français	relatif à la déclaration et au contrôle des stocks de denrées et produits soumis à des mesures de rationnement		JO 19 septembre 1940
453	19/09/40	Arrêté		Etat français	relatif au contrôle des stocks, répartition et distribution des matières grasses		JO 19 septembre 1940
454	19/09/40	Arrêté		Etat français	relatif au contrôle des stocks, répartition et distribution du sucre		JO 19 septembre 1940
455	19/09/40	Arrêté		Etat français	relatif au contrôle des stocks, répartition et distribution des viandes		JO 19 septembre 1940
456	19/09/40	Arrêté		Etat français	relatif au contrôle des stocks, répartition et distribution du pain et de la farine		JO 20 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
449					
450		voiture --			
451		rationnement			
452		rationnement			
453		graisse -- alimentation			
454		rationnement			
455		rationnement			
456		rationnement			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
457	19/09/40	Arrêté		Etat français	relatif au contrôle des stocks, répartition et distribution du riz		JO 20 septembre 1940
458	19/09/40	Arrêté		Etat français	relatif au contrôle des stocks, répartition et distribution des pâtes alimentaires, des semoules de blé dur ou de blé tendre semoulier		JO 20 septembre 1940
459	20/09/40	Circulaire		Préfet de la Seine et préfet de police	relative au fonctionnement des cartes de ravitaillement		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 21 septembre 1940
460	20/09/40	Loi		Etat français	modifiant l'article 17 du décret-loi du 29 novembre 1939 relatif à la reprise du cours de certains délais, complété par le décret loi du 20 mai 1940		JO 10 octobre 1940
461	20/09/40	Loi		Etat français	relative à l'organisation unique des transports en commun de voyageurs dans la région parisienne et créant un conseil des transports parisiens		JO 29 septembre 1940
462	20/09/40	Ordonnance		Préfet de police	concernant l'ouverture des magasins		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 22 septembre 1940
463	22/09/40	Décret		Etat français	donnant rang et prérogative d'ambassadeur au représentant du gouvernement français auprès des autorités allemandes pour les questions relatives aux prisonniers de guerre		JO 23 septembre 1940
464	23/09/40	Décret		Etat français	abrogeant le décret du 8 août 1935 et l'arrêté du 8 août 1935 réglementant la circulation des Français et des étrangers en temps de guerre		JO 24 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
457		rationnement			
458		rationnement			
459		rationnement			La circulaire tient compte de l'entrée en vigueur prochaine, le 30 septembre 1940 des mesures applicables dans les immeubles habités par les représentants de l'autorité d'occupation et organise notamment la période
460					
461		transports			Acte qui préfigure la RATP
462					
463		pg			C'est une mesure prise en exécution des conventions d'armistice des 22 juin et 24 juin 1940, lesquelles, selon Charles Rousseau qui précise en note que les conventions ne sont pas publiées au Journal Officiel, RGDIJ, années 1941 à 1945,
464					Réglementation par le ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Exécution par le directeur général de la sûreté nationale.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
465	24/09/40	Décret		Etat français	complétant le décret du 1 <sup>o</sup> août 1940 portant convocation de la Cour suprême de justice		JO 25 septembre 1940
466	24/09/40	Loi		Etat français	relative à la suspension des délais		JO 2 octobre 1940
467	24/09/40	Loi		Etat français	portant création d'une cour martiale		JO 25 septembre 1940
468	24/09/40	Loi		Etat français	prolongeant la suspension des délais en ce qui concerne les règlements sur marchandises embarquées dans les ports coloniaux avant le 1 <sup>o</sup> juillet 1940 et non parvenues à destination		JO 26 septembre 1940
469	25/09/40	Arrêté		Préfet de la Seine, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne	concernant le ravitaillement en beurre et en fromages		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 26 septembre 1940
470	25/09/40	Avis		Préfet de police	relatif aux cartes de ravitaillement délivrées par l'Autorité d'occupation		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 27 septembre 1940
471	26/09/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif aux achats et ventes des légumes secs		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 27 septembre 1940
472	27/09/40	Décret		Etat français	de nomination par le gouvernement	5188	JO 29 septembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
465					
466					La mesure n'est pas opposable en justice. Les délais portent pas atteinte à l'autorité de la chose jugée.
467	L'application de la loi en zone occupée est d'abord refusée par les autorités d'occupation qui y voient une renaissance	justice -- militaire -- cour - martiale			
468	Concerne les colonies.				
469		alimentation			
470		rationnement			Avis informant des mesures prises par l'autorité d'occupation.
471					
472		gouvernement, nomination, jeunesse			Nomination de M. Lamirand au poste de secrétaire général à la jeunesse en remplacement du général d'Harcourt.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
473	27/09/40	Loi		Etat français	relative à la situation des étrangers en surnombre dans l'économie nationale	5198	JO 1 <sup>er</sup> octobre 1940
474	27/09/40	Loi		Etat français	relative à la redevance compensatrice perçue sur certaines catégories de bâles durs	5187	JO 29 septembre 1940
475	27/09/40	Loi		Etat français	organisant la répartition des produits agricoles et des denrées alimentaires	5387	JO 23 octobre 1940
476	27/09/40	Loi		Etat français	relative à la répression de certaines infractions en matière de ravitaillement	5388	JO 23 octobre 1940
477	27/09/40	Loi		Etat français	fixant les dates prévues par les articles 1 <sup>er</sup> et 2 du décret du 26 mai 1940 et autorisant l'octroi de délais de grâce		JO 24 octobre 1940
478	27/09/40	Loi		Etat français	relative aux officiers publics et ministériels relevés de leurs fonctions	5197	JO 1 <sup>er</sup> octobre 1940
479	27/09/40	Loi		Etat français	relative à la réorganisation de la Société Havas	5540	JO 3 novembre 1940
480	28/09/40	Loi		Etat français	relative au répartement et au sous-répartement de la contribution mobilière		JO 12 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
473		étranger, main d'oeuvre, travail, protection	Décret d'application 29 novembre 1940 ; Décret d'application 22 février 1941 ; Loi 18 novembre 1942	Ordonnance 45-2629 du 2 novembre 1945.	Le décret désigne les étrangers appelés à faire partie des groupements. Il fixe les pouvoirs du ministre de l'intérieur et des préfets par délégation. Il abroge l'article 3 du décret-loi du 12 avril 1939 relatif aux prestations
474		céréale, farine, stock, blé, semoule, déclaration	Décret 7 février 1941		
475		agriculture, répartition, produit, carte professionnelle	Arrêté 30 décembre 1940 (riz) ; Arrêté 20 mai 1941 (riz)		Création de bureaux nationaux de répartition et de comité consultatifs.
476		ravitaillement, agriculture, marché noir, produit			
477					Délais en Justice.
478	outre-mer	tribunal, outre-mer, cour		Abrogation par la l'ordonnance 17 avril 1943, JO Com en chef 22 avril 1944.	
479		agence, Havas, publicité	Loi 3 février 1941 ; Loi 21 mars 1941 ; Loi 10 juillet 1942	Ordonnance de validation n° 45-2693 du 2 novembre 1945	Délai entre l'édition et la publication à examiner.
480					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
481	29/09/40	Arrêté		Etat français	portant interdiction temporaire de vente des pneumatiques d'automobiles et de motocyclettes		JO 30 septembre 1940
482	30/09/40	Circulaire		Préfet de la Seine	portant application du régime de la carte de rationnement dans les restaurants et hôtels		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 1 <sup>er</sup> octobre 1940
483	30/09/40	Décret		Etat français	portant modification du règlement du concours pour la nomination des auditeurs de 2 <sup>e</sup> classe au Conseil d'Etat		JO 1 <sup>er</sup> octobre 1940
484	30/09/40	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation de l'industrie et du commerce de l'automobile et du cycle		JO 1 <sup>er</sup> octobre 1940
485	30/09/40	Loi		Etat français	portant imputation, à titre exceptionnel, au compte de l'Etat, des frais d'entretien des assistés ayant quitté leur département d'origine		JO 29 octobre 1940
486	30/09/40	Loi		Etat français	relative au recrutement de magistrats appelés à compléter momentanément le personnel des tribunaux militaires		JO 4 octobre 1940
487	01/10/40	Décret		Etat français	relatif au nombre de chambres du Tribunal de première instance de Bordeaux		JO 24 octobre 1940
488	01/10/40	Loi		Etat français	relative aux mesures à prendre en cas de relèvement des prix de cession des alcools		JO 23 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
481					
482					
483		Conseil d'Etat -- justice			
484					Voir l'étude de Me Albert :"L'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", Gazette du Palais des 17, 19, 24 avril et 8 mai 1941.
485					
486	La loi n'est probablement pas applicable en ZO puisque les tribunaux militaires français y sont absents.	justice -- militaire -- magistrat -- recrutement			
487	Justice Bordeaux	justice -- organisation			
488					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
489	03/10/40	Décret		Etat français	relatifs au nombre de chambres de différentes cours d'appel et de tribunaux de première instance		JO 4 octobre 1940
490	03/10/40	Décret		Etat français	modifiant les conditions d'attribution des bonifications à la construction immobilière		JO 5 novembre 1940
491	03/10/40	Loi		Etat français	portant statut des juifs		JO 18 octobre 1940
492	03/10/40	Loi		Etat français	sur les ressortissants étrangers de race juive		JO 18 octobre 1940
493	03/10/40	Loi		Etat français	modifiant le décret-loi du 25 août 1937 sur les encouragements à la construction immobilière		JO 5 novembre 1940
494	04/10/40	Loi		Etat français	relative au Secours national		JO 19 octobre 1940
495	05/10/40	Loi		Etat français	confiant à l'administration de l'enregistrement d'administration et la liquidation des biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale		JO 23 octobre 1940
496	05/10/40	Loi		Etat français	relative au rattachement à d'autres communes des portions de territoire de communes partagées par la ligne de démarcation entre la zone occupée et la zone non-occupée		JO 29 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
489	Toulouse Montpellier, Grenoble, Valence.	justice -- organisation			
490					
491	Applicable en métropole, Algérie, colonies et territoires sous mandat et protectorat.				
492					Texte menant à l'internement des étrangers juifs.
493					
494					Mesures et décrets d'application confiés au ministre de la Justice, des Finances, de l'Intérieur suivant les cas.
495			Voir l'arrêté ministériel d'application du 23 novembre 1940.		Délai assez long entre édition et publication, la mesure devant être acceptée par les autorités allemandes qui ont fixé unilatéralement le tracé de la ligne de démarcation.
496			Vu l'acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940.		

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
497	05/10/40	Loi		Etat français	relative à la forme des actes administratifs individuels		JO 29 octobre 1940
498	07/10/40	Loi		Etat français	instituant l'ordre des médecins		JO 26 octobre 1940
499	07/10/40	Loi		Etat français	portant abrogation du décret du gouvernement de la défense nationale du 24 octobre 1870 et fixant le statut des juifs indigènes des départements de l'Algérie		JO 8 octobre 1940
500	08/10/40	Loi		Etat français	relative à l'embauchage des pères de famille		JO 11 novembre 1940
501	08/10/40	Loi		Etat français	relative au financement des seigles de la récolte 1940-1941		JO 12 octobre 1940
502	08/10/40	Loi		Etat français	substituant la carte d'identité de commerçant étranger à la carte d'identité d'artisan étranger		JO 13 novembre 1940
503	08/10/40	Loi		Etat français	concernant la réglementation des ventes dans les magasins		JO 13 novembre 1940
504	09/10/40	Décret		Etat français	relatif au recensement des véhicules automobiles		JO 10 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
497					Voir la loi du 27 juillet 1940 portant le même titre.
498					Voir l'étude de Me Adrien Peytel : "La responsabilité des médecins", Gazette du Palais du 22 novembre 1940. A noter que l'action disciplinaire ne fait pas obstacle aux poursuites judiciaires.
499					Abrogation du décret Crémieux du 24 octobre 1870. Les juifs "indigènes" sont soumis aux mêmes règles que celles régissant les musulmans indigènes.
500					Contestations présentées devant le juge de paix
501					
502					
503					Délai assez long qui s'explique par un conflit avec les mesures allemandes.
504					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
505	10/10/40	Arrêté ministériel		Etat français	complétant l'arrêté du 30 avril 1940 précisant les opérations prohibées ou autorisées		JO 24 octobre 1940
506	10/10/40	Arrêtés		Préfet de la Seine	relatifs à la répartition des pommes de terre		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 11 octobre 1940
507	10/10/40	Décret		Etat français	portant modification de l'article 5 du décret du 24 avril 1940 fixant les conditions d'application du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or		JO 24 octobre 1940
508	10/10/40	Loi		Etat français	modifiant les articles 26 et 45 et complétant l'article 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse		JO 3 novembre 1940
509	11/10/40	Arrêté ministériel		Etat français	fixant les modalités d'application de la loi du 12 septembre 1940 tendant à faciliter le financement des travaux de ravalement des immeubles effectués à titre obligatoire		JO 25 octobre 1940
510	11/10/40	Décret		Etat français	relatif à l'assistance à la famille		JO 13 octobre 1940
511	11/10/40	Loi		Etat français	dispensant de la formalité du timbre et de l'enregistrement certains actes faits pour l'application du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la nationalité françaises		JO 1 <sup>er</sup> novembre 1940
512	11/10/40	Loi		Etat français	portant suspension de la procédure instituée par les articles 3 et 11 de la loi du 4 février 1919 en ce qui concerne les israélites indigènes de l'Algérie		JO 13 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
505					
506	Application au département de la Seine				
507					
508					Délai assez long qui s'explique par un conflit avec les mesures allemandes.
509					
510					
511					
512	Algérie.				

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
513	11/10/40	Loi		Etat français	relative à l'obligation d'emploi des démobilisés dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies		JO 16 octobre 1940
514	11/10/40	Loi		Etat français	relative à l'extension aux villes de plus de 100 000 habitants des dispositions législatives concernant le ravalement des immeubles		JO 25 octobre 1940
515	11/10/40	Loi		Etat français	relative au financement des dépenses de reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement détruits par suite de faits de guerre et non couvertes par la participation de l'Etat		JO 25 octobre 1940
516	11/10/40	Loi		Etat français	relative à la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement détruits par suite des faits de guerre		JO 25 octobre 1940
517	11/10/40	Loi		Etat français	concernant les immeubles insalubres et les terrains de la zone de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris		JO 25 octobre 1940
518	11/10/40	Loi		Etat français	tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution d'urgence de travaux destinés à lutter contre le chômage		JO 25 octobre 1940
519	11/10/40	Loi		Etat français	relative au travail féminin		JO 27 octobre 1940
520	11/10/40	Loi		Etat français	sur les cumuls d'emploi		JO 27 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
513	Les dispositions de la loi du 13 septembre 1940 relative à l'obligation d'emploi des démobilisés sont déclarées				Voir l'étude de Me Perraud-Chamantier : "Les droits des démobilisés à leur emploi" Gazette du Palais du 13 octobre 1940.
514	Les mesures valables pour Paris sont applicables aux villes de plus de 100 000 habitants, sans restriction de zone, semble-t-il.				
515					Voir l'étude de Paul Esmein : "la réparation des immeubles endommagés du fait des hostilités", Gazette du Palais des 30 octobre et 17 novembre 1940.
516					Voir l'étude de Paul Esmein : "la réparation des immeubles endommagés du fait des hostilités", Gazette du Palais des 30 octobre et 17 novembre 1940.
517					Droit de réquisition accordé à la mairie de Paris, "en vue de procéder d'urgence", les actes sont dressés par le président du tribunal. Les contestations sont examinées par la commission arbitrale d'évaluation instituée par l'article 31 du décret du 8
518					
519					L'ordonnance d'expropriation est prononcée par le président du tribunal civil.
520	Application à l'Algérie, aux colonies et protectorat.				Incitation à l'abandon de leur travail par les femmes pour lutter contre le chômage.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
521	11/10/40	Loi		Etat français	relative au placement des travailleurs et à l'aide aux travailleurs sans emploi		JO 27 octobre 1940
522	11/10/40	Loi		Etat français	relative à l'utilisation des travailleurs sans emploi		JO 29 octobre 1940
523	11/10/40	Loi		Etat français	relative à l'attribution de prêts aux collectivités des travaux entrepris pour lutter contre le chômage		JO 29 octobre 1940
524	12/10/40	Arrêté ministériel		Etat français	suspendant certains organismes consultatifs		JO 7 novembre 1940
525	12/10/40	Loi		Etat français	portant suspension des conseils généraux et des conseils d'arrondissement		JO 13 octobre 1940
526	14/10/40	Décret		Etat français	relatif à la composition de la cour d'appel de Rennes		JO 4 novembre 1940
527	15/10/40	Arrêté		Préfet de la Seine	relatif à la vente en gros des viandes		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 16 octobre 1940
528	15/10/40	Loi		Etat français	relative à la forme de certains actes portant ouverture de crédits		JO 18 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
521	Application à l'Algérie, aux colonies et protectorat.				
522					
523					
524					
525	Applicable à l'Algérie.				Le rôle des conseils généraux est assuré par le préfet.
526	Rennes	justice -- organisation			
527					Sanctions administratives spécifiques qui s'ajoutent aux sanctions judiciaires et administratives prévues par le décret du 20 janvier 1940.
528					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
529	15/10/40	Loi		Etat français	portant abrogation de certaines dispositions du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 fixant la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre		JO 24 octobre 1940
530	15/10/40	Loi		Etat français	relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers		JO 25 octobre 1940
531	15/10/40	Loi		Etat français	relative à la réquisition des wagons de grande capacité		JO 25 octobre 1940
532	15/10/40	Loi		Etat français	relative aux associations professionnelles de fonctionnaires		JO 5 novembre 1940
533	15/10/40	Loi		Etat français	relative aux caisses des écoles		JO 7 novembre 1940
534	15/10/40	Loi		Etat français	fixant les attributions des directeurs régionaux à la famille et à la santé		JO 9 novembre 1940
535	16/10/40	Loi		Etat français	portant à 1500 F la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics		JO 18 octobre 1940
536	16/10/40	Loi		Etat français	réglementant le commerce de l'or		JO 20 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
529					
530					Sanctions pénales comme administratives.
531			décret modifié par celui du 12 novembre 1940 concernant l'application de la loi du 6 septembre 1940 sur l'utilisation des wagons-réservoirs		
532		justice -- procédure			Capacité devant les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.
533					
534					
535					
536					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
537	16/10/40	Loi		Etat français	relative au régime des priorités à établir sur les transports de marchandises		JO 27 octobre 1940
538	17/10/40	Loi		Etat français	relative au rapatriement en zone occupée de véhicules automobiles utilitaires repliés en zone non occupée		JO 21 novembre 1940
539	17/10/40	Ordonnance		Préfet de police	relative aux appareils et papiers dits duplicateurs		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 18 octobre 1940
540	18/10/40	Arrêté		Préfet de la Seine	portant réglementation du chauffage central collectif des immeubles d'habitation		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 21 octobre 1940
541	18/10/40	Décret		Etat français	relatif à la protection des appellations d'origine		JO 24 octobre 1940
542	18/10/40	Loi		Etat français	portant affectation du produit net des émissions de la Loterie nationale à l'œuvre du Secours national		JO 20 octobre 1940
543	19/10/40	Décret		Etat français	instituant un comité d'organisation des transports routiers		JO 30 octobre 1940
544	20/10/40	Arrêté		Préfet de la Seine	concernant les tracts clandestins		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 21 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
537					
538					"En vue de l'exécution de l'article 13 de la convention d'armistice franco-allemande du 22 juin 1940"
539	Département de la Seine.				Interdiction appliquée par les services de police.
540	Département de la Seine.				
541					
542					
543					
544	Département de la Seine.				Internement administratif "d'un ou plusieurs militants communistes notamment connus" résidant sur la commune de la Seine où ont été découverts des tracts, sauf s'ils font déjà l'objet de poursuites judiciaires.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
545	20/10/40	Arrêté		Préfet de police	fixant la durée du travail dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 21 octobre 1940
546	21/10/40	Décret		Etat français	prescrivant déclaration et versement à l'Office de compensation des dettes commerciales vis-à-vis de la Grande-Bretagne et déclaration des créances commerciales sur la Grande-Bretagne		JO 1 <sup>er</sup> novembre 1940
547	21/10/40	Loi		Etat français	modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix		JO 10 novembre 1940
548	21/10/40	Loi		Etat français	relative à l'arrondissement au décime des recettes et des dépenses publiques		JO 8 novembre 1940
549	22/10/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatif à la déclaration des quantités de sures détenues au titre de la campagne 1939-1940		JO 24 octobre 1940
550	22/10/40	Décret		Etat français	relatif au paiement par virement de compte des dépenses de l'Etat, des collectivités et établissements publics et des services concédés		JO 8 novembre 1940
551	22/10/40	Décret		Etat français	fixant les conditions d'application de la loi relative au règlement des dépenses publiques au moyen de traitements		JO 8 novembre 1940
552	22/10/40	Décret		Etat français	portant octroi de délais en matière d'impôts directs		JO 8 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
545	Département de la Seine.				Il est surprenant qu'un arrêté sur une telle matière par le préfet de police : Le droit du travail, fixant à un maximum de 30 la durée hebdomadaire pour les établissement assujettis au décret du 27 octobre 1936.
546	Application à l'Algérie, aux colonies et protectorat.				
547					Des sanctions administratives peuvent être prises, qui s'ajoutent aux poursuites judiciaires.
548	Application à l'Algérie, aux colonies et protectorat.				
549					
550					
551					
552					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
553	22/10/40	Loi		Etat français	complétant la loi du 17 septembre 1940 relative à la liquidation des achats à l'étranger		JO 19 novembre 1940
554	22/10/40	Loi		Etat français	relative à la production sucrière et au prix du sucre et des betteraves pour la campagne 1940-1941		JO 23 octobre 1940
555	22/10/40	Loi		Etat français	relative aux déclarations inexactes des fournisseurs de l'Etat		JO 27 novembre 1940
556	22/10/40	Loi		Etat français	relative au règlement des dépenses publiques au moyen de traitements		JO 8 novembre 1940
557	22/10/40	Loi		Etat français	relative aux règlements par chèques et virements		JO 8 novembre 1940
558	22/10/40	Loi		Etat français	portant dégrèvement en matière d'impôts directs		JO 8 novembre 1940
559	23/10/40	Loi		Etat français	tendant à proroger jusqu'au 31 mars 1941 et à modifier les dispositions de la loi du 17 juillet 1940		JO 1 <sup>er</sup> novembre 1940
560	23/10/40	Loi		Etat français	tendant à proroger jusqu'au 12 juillet 1941 la période d'application de la loi du 12 juillet 1940		JO 1 <sup>er</sup> novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
553					
554	Applicable aux colonies. Il est cependant tenu compte de la situation différente de l'industrie sucrière en métropole et aux				
555					
556					
557					Sanctions fiscales
558			Voir le décret d'application du 15 novembre 1940.		Voir l'étude de Maurice Caillez : "Les dégrèvements susceptibles d'être obtenus à la suite des événements de guerre", Gazette du Palais des 22 et 27 décembre 1940
559					
560		justice -- organisation -- personnel -- fonctionnaire -- épuration			Les fonctions de fonctionnaires ou agents de l'Etat, magistrats, ... peuvent être suspendues.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
561	24/10/40	Loi		Etat français	tendant à proroger jusqu'au 31 mars 1941 et à modifier les dispositions de la loi du 17 juillet 1940		JO 1 <sup>er</sup> novembre 1940
562	25/10/40	Décret		Etat français	relatif à la circulation des Français et des étrangers		JO 10 décembre 1940
563	25/10/40	Loi		Etat français	créant un fonds exceptionnel de solidarité coloniale		JO 1 <sup>er</sup> novembre 1940
564	25/10/40	Loi		Etat français	relative à la séparation des accidents du travail résultant de faits de guerre		JO 25 octobre 1940
565	25/10/40	Loi		Etat français	portant réglementation de l'industrie cinématographique		JO 6 décembre 1940
566	26/10/40	Décret		Etat français	instituant un comité général d'organisation de l'industrie textile		JO 30 octobre 1940
567	26/10/40	Décret		Etat français	instituant un comité d'organisation professionnelle de l'industrie hôtelière		JO 5 novembre 1940
568	26/10/40	Loi		Etat français	sur le fonctionnement de la cour martiale		JO 27 octobre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
561					L'avis d'un organisme consultatif prévu par la loi du 17 juillet 1940 à la sanction d'exclusion est suspendu.
562	Loi édictée au profit des colonies.				
563					
564					
565					Conflit avec l'établissement de la ligne de démarcation, dans la mesure où il est affirmé que tout français est autorisé à circuler librement sur le territoire métropolitain.
566					
567					
568	Loi non applicable en zone occupée.				

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
569	26/10/40	Loi		Etat français	portant révision du code de justice militaire		JO 30 octobre 1940
570	27/10/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatif à l'organisation du comité du vêtement, des industries annexes, des accessoires et des commerces fournisseurs de ces industries		JO 4 novembre 1940
571	27/10/40	Loi		Etat français	modifiant le décret-loi du 17 juin 1938 relatif aux recherches de substances minérales ou fossiles et aux permis exclusifs de recherche de pétrole et de gaz combustibles		JO 15 novembre 1940
572	27/10/40	Loi		Etat français	relative à l'utilisation, sous forme d'avances à certaines entreprises, des ressources prévues par le décret-loi du 27 octobre 1939		JO 20 novembre 1940
573	27/10/40	Loi		Etat français	instituant la "Carte d'identité de Français"		JO 20 novembre 1940
574	27/10/40	Loi		Etat français	complétant la loi du 18 septembre 1940 relative à la réglementation de la durée du travail dans l'industrie minérale		JO 21 novembre 1940
575	28/10/40	Décret		Etat français	relatif à l'application de la loi du 16 août 1940 concernant l'exercice de la médecine		JO 29 octobre 1940
576	28/10/40	Loi		Etat français	modifiant les articles 162, 194 et 368 du code d'instruction criminelle		JO 15 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
569					
570					
571					
572					
573					Des sanctions peuvent naître du non-respect des règles édictées par les décrets d'application.
574					
575			suivant rectificatif paru au journal officiel du 1 novembre 1940, ce décret et non du 28 octobre, mais du 5 octobre 1940.		
576		code -- instruction -- criminelle -- frais			Frais de justice.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
577	28/10/40	Loi		Etat français	relative à la suspension des délais en matière de nationalité		JO 15 novembre 1940
578	28/10/40	Loi		Etat français	interdisant la réception de certaines émissions radiophoniques sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public		JO 3 novembre 1940
579	28/10/40	Loi		Etat français	complétant la loi du 20 août 1940 fixant à titre temporaire le recrutement et l'avancement des magistrats et juges de paix		JO 9 novembre 1940
580	29/10/40	Arrêté ministériel		Etat français	portant création du bureau national de la viande et de répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés		JO 31 octobre 1940
581	29/10/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité général d'organisation de l'industrie du cuir		JO 3 novembre 1940
582	29/10/40	Décret		Etat français	portant restriction de la vente et de la consommation de la viande de volaille		JO 7 novembre 1940
583	29/10/40	Loi		Etat français	complétant la loi du 23 juillet 1940 sur la déchéance de la nationalité à l'égard des Français qui ont quitté la France		JO 2 novembre 1940
584	29/10/40	Loi		Etat français	relative à la forclusion en matière civile, commerciale et administrative et au délai de présentation et de protêt des effets de commerce		JO 3 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
577					
578	Il n'y a pas à cette date de mesures similaires prises par les Allemands, en France occupée, sauf par le commandant militaire pour la	radio --			Interdiction d'écouter les émissions anglaises et "anti-nationales"
579		justice -- magistrat -- recrutement -- personnel			
580					
581					
582					
583					
584					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
585	29/10/40	Loi		Etat français	suspendant les délais de renouvellement des inscriptions hypothécaires ou de nantissement		JO 3 novembre 1940
586	29/10/40	Loi		Etat français	concernant la construction et la reconstruction d'immeubles le long des voies publiques		JO 8 novembre 1940
587	29/10/40	Ordonnance		Préfet de police	concernant les ventes en gros de denrées alimentaires		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 6 novembre 1940
588	30/10/40	Loi		Etat français	faisant obligation aux étudiants des facultés de droit d'assister aux conférences et travaux pratiques		JO 22 novembre 1940
589	30/10/40	Loi		Etat français	relative aux limites d'âge des fonctionnaires		JO 31 octobre 1940
590	31/10/40	Loi		Etat français	relative aux pouvoirs des préfets		JO 1° décembre 1940
591	31/10/40	Loi		Etat français	prorogeant jusqu'au 31 décembre 1940 le délai de clôture des comptes annuels des sociétés dont l'exercice se termine entre le 10 mai 1940 et le 31 août 1940		JO 10 décembre 1940
592	31/10/40	Loi		Etat français	portant modification pour 1940 de la loi du 20 juillet 1895		JO 24 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
585					
586					
587					
588		droit -- université			
589					La limite d'âge de 65 ans s'applique aux magistrats, fonctionnaires et employés civils
590	La loi s'applique en zone occupée.		Prorogation de la loi du 29 juillet 1940 relative aux pouvoirs des préfets.		
591					
592					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
593	01/11/40	Décret		Etat français	relatif aux consultations des collectivités avant la reconstruction des ouvrages d'art		JO 14 novembre 1940
594	01/11/40	Loi		Etat français	modifiant la composition du gouvernement		JO 2 novembre 1940
595	01/11/40	Loi		Etat français	relative au comité d'action économique		JO 3 novembre 1940
596	01/11/40	Loi		Etat français	sur l'organisation du marché du seigle		JO 7 novembre 1940
597	02/11/40	Décret		Etat français	relatif aux employés et agents des départements et des communes relevés de leurs fonctions		JO 4 novembre 1940
598	02/11/40	Loi		Etat français	interdisant aux collectivités locales l'attribution d'indemnités aux fonctionnaires préfectoraux		JO 3 novembre 1940
599	03/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	fixant le taux d'intérêt des règlements par traites		JO 14 janvier 1941
600	04/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatif à la détention des personnes placées sous mandat de justice en application de la loi du 28 juillet 1940		JO 5 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
593					
594			Modifie la loi du 6 septembre 1940		
595					
596					
597					
598	Un décret doit préciser les conditions d'application de cette loi en Algérie.				
599					
600		prison -- mandat de justice -- détention			Aux termes de l'article 2, les magistrats de la cour suprême de justice exercent les pouvoirs conférés par le décret du 29 juin 1923 à l'autorité judiciaire.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
601	04/11/40	Décret		Etat français	rapportant les décrets des 1 <sup>er</sup> et 5 juin 1940 portant rattachement de tribunaux		JO 15 novembre 1940
602	04/11/40	Loi		Etat français	relative à la nouvelle réglementation applicable aux débits de boissons		JO 6 novembre 1940
603	05/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	instituant un concours pour l'admission de magistrats à l'administration centrale		JO 14 novembre 1940
604	07/11/40	Décret		Etat français	relatif à la mise en vigueur du modus vivendi commercial signé entre la France et la Suisse le 23 octobre 1940		JO 11 novembre 1940
605	07/11/40	Loi		Etat français	modifiant les articles 17 et 21 du décret du 16 mars 1931 relatif au contrôle de la comptabilité des notaires		JO 26 novembre 1940
606	08/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	fixant la composition du comité national de la reconstruction		JO 21 novembre 1940
607	08/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de l'énergie électrique		JO 12 novembre 1940
608	09/11/40	Arrêté		Préfet de police	concernant les modalités précises de la signalisation des "voies à grande circulation" et l'immatriculation des cycles avec moteurs auxiliaires		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 11 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
601	Rouen, Dieppe, Neufchâtel, Epernay, Reims	justice -- organisation -- tribunal			Rattachement des tribunaux
602					
603		magistrat -- administration -- personnel -- recrutement			Recrutement ouvert pour 12 magistrats à l'administration centrale du ministère de la Justice.
604	Application à l'Algérie, aux colonies et protectorat.				
605					
606					
607					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
608					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
609	09/11/40	Arrêté		Préfet de police	sur la circulation		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 11 novembre 1940
610	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation du commerce des produits sidérurgiques		JO 11 novembre 1940
611	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de l'industrie des combustibles minéraux solides		JO 11 novembre 1940
612	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de l'importation charbonnière		JO 11 novembre 1940
613	09/11/40	Décret		Etat français	trois décrets portants dissolution de 19 groupements sur le plan national		JO 12 novembre 1940
614	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de l'industrie des chaux et ciments		JO 12 novembre 1940
615	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de la sidérurgie		JO 13 novembre 1940
616	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries de la fonderie		JO 13 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
609					peines administratives prévues
610					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
611					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
612					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
613					groupements professionnels et syndicaux.
614					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
615					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
616					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
617	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de l'industrie et du commerce des machines thermiques, hydrauliques et pneumatiques		JO 13 novembre 1940
618	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des peintures, vernis, pigments et encres d'imprimerie		JO 13 novembre 1940
619	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation du commerce des combustibles minéraux solides		JO 13 novembre 1940
620	09/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries chimiques et du commerce qui s'y rattachent		JO 23 novembre 1940
621	09/11/40	Loi		Etat français	relative aux successions		JO 10 décembre 1940
622	09/11/40	Loi		Etat français	modifiant l'article 832 (dernier alinéa) du Code civil en ce qui concerne la dévolution successorale des exploitations agricoles		JO 10 décembre 1940
623	09/11/40	Loi		Etat français	relatifs au jugement des appels formés contre les décisions des commissions techniques régionales d'invalidité (assurances sociales)		JO 12 décembre 1940
624	09/11/40	Loi		Etat français	relative à la récupération et à la régénération des huiles minérales industrielles		JO 14 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
617					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
618					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
619					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
620					
621					
622					
623					
624					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
625	09/11/40	Loi		Etat français	modifiant la loi du 30 juillet 1940 réglementant la fabrication et la vente de la pâtisserie, de la confiserie et de la biscuiterie		JO 26 novembre 1940
626	09/11/40	Loi		Etat français	confiant au secrétariat d'État à la présidence du conseil (secrétariat général à la jeunesse) l'organisation de la lutte contre le chômage des jeunes gens de 14 à 21 ans		JO 29 novembre 1940
627	09/11/40	Loi		Etat français	relatives aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public		JO 29 novembre 1940
628	09/11/40	Loi		Etat français	interdisant le gaspillage du pain		JO 6 décembre 1940
629	11/11/40	Décret		Etat français	relatif à la Légion d'honneur		JO 21 novembre 1940
630	11/11/40	Loi		Etat français	modifiant l'article 124 du code de justice militaire pour l'armée de terre		JO 21 novembre 1940
631	12/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	modifiant l'arrêté du 29 novembre 1940 portant organisation du bureau national de la viande et des répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés		JO 19 novembre 1940
632	12/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatifs au ramassage et au traitement des os		JO 21 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
625					
626	Loi valable en zo?? Elle est probablement applicable, en revanche, à l'Algérie, même s'il n'en est pas fait mention.				
627	Algérie				
628					
629					Le chef de l'Etat est chef souverain et grand maître de l'ordre. Un caractère militaire est donné à la cérémonie
630	Non applicable en zo.	justice -- militaire -- armée			
631					
632					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
633	12/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatif à la constitution du bureau national de répartition du café		JO 25 novembre 1940
634	12/11/40	Décret		Etat français	modifiant le décret du 15 octobre 1940 concernant l'application de la loi du 6 octobre 1940 sur l'utilisation des wagons-réservoirs		JO 14 novembre 1940
635	12/11/40	Décret		Etat français	instituant le comité d'organisation des voies ferrées d'intérêt local		JO 21 novembre 1940
636	12/11/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des transports par navigation intérieure		JO 23 novembre 1940
637	12/11/40	Décret		Etat français	portant institution d'un comité d'organisation de la manutention dans les ports maritimes		JO 23 novembre 1940
638	12/11/40	Loi		Etat français	relative au conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur		JO 15 novembre 1940
639	12/11/40	Loi		Etat français	concernant l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux		JO 17 novembre 1940
640	12/11/40	Loi		Etat français	portant modification des statuts du crédit foncier de France		JO 27 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
633					
634					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
635					
636					
637					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
638					
639	Colonies				Voir l'étude de J-P Niboyet, Pr à la faculté de droit de Paris "les individus qui ne sont pas nés d'un père français et les nouvelles incapacités, Gazette du Palais du 27 novembre 1940.
640					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
641	12/11/40	Loi		Etat français	portant prorogation de délais impartis pour bénéficier de certains avantages fiscaux en matière d'acquisition, de réparations et de construction d'immeubles		JO 3 décembre 1940
642	14/11/40	Décret		Etat français	abrogeant les dispositions du décret du 24 octobre 1939 relatif au mariage des militaires pendant la durée de la guerre		JO 24 novembre 1940
643	14/11/40	Décret		Etat français	abrogeant les dispositions du décret du 24 octobre 1939 relatif à mariage des militaires pendant la guerre		JO 24 novembre 1940
644	14/11/40	Décret		Etat français	modifiant la compétence territoriale de certains tribunaux		JO 30 novembre 1940
645	14/11/40	Décret		Etat français	rétablissant la composition normale de certaines cours d'appel et de tribunaux		JO 30 novembre 1940
646	14/11/40	Loi		Etat français	relative à la démission d'office des conseillers généraux, conseiller d'arrondissements et conseillers municipaux		JO 1° décembre 1940
647	14/11/40	Loi		Etat français	modifiant la loi du 27 septembre 1940 concernant les fonctionnaires et agents civils des territoires dépendants du secrétariat d'État aux colonies relevés de leurs fonctions		JO 17 novembre 1940
648	14/11/40	Loi		Etat français	relative au financement des stocks de produits industriels		JO 26 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
641					
642					
643					
644	Le décret est imposé par les contraintes inhérentes à l'existence de la zone interdite et de la zone réservée.	tribunal -- compétence			
645	Bordeaux, Angers, Le Mans, Caen, Nantes, Bayonne.	tribunal -- organisation			
646	Applicable en Algérie.				
647	Colonies				
648					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
649	15/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	instituant un régime de priorité pour le transport des marchandises par chemin de fer d'intérêt général		JO 30 novembre 1940
650	15/11/40	Décret		Etat français	relatif à l'application de l'article deux de la loi du 22 octobre 1940 portant dégrèvements en matière d'impôts directs		JO 1° décembre 1940
651	15/11/40	Décret		Etat français	relatif à la composition du tribunal de Nîmes		JO 16 novembre 1940
652	15/11/40	Décret		Etat français	relatif à la production laitière		JO 17 novembre 1940
653	15/11/40	Loi		Etat français	modifiant la loi du 12 septembre 1940 tendant à faciliter la trésorerie des entreprises titulaires de marchés passés par l'État pour les besoins de la défense nationale		JO 10 décembre 1940
654	16/11/40	Décret		Etat français	créant le comité d'organisation de la publicité		JO 19 novembre 1940
655	16/11/40	Décret		Etat français	relatif à l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940		JO 19 novembre 1940
656	16/11/40	Loi		Etat français	portant réorganisation des corps municipaux		JO 12 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
649	En zo, les transports de la Wehrmacht ont priorité absolue et en zone non-occupée tandis qu'en zone non-occupée, ce sont				
650					
651	Rétablissement de la composition normale du Tribunal de première instance de Nîmes.	tribunal -- justice -- composition			
652					Voir l'étude de Maurice Caillez "des dégrèvements susceptibles d'être obtenus à la suite des événements de guerre", Gazette du Palais des 22 et 27 décembre 1940.
653					
654					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
655					L'accord est signé pour le gouvernement allemand par son représentant à la commission allemande d'armistice de Wiesbaden, Hemmen et du côté français par le général de Boisanger.
656	Décret fixant les conditions d'application en Algérie.				

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
657	16/11/40	Loi		Etat français	relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure, aux délégations spéciales, à l'administration cantonale et au secrétaires de mairie		JO 12 décembre 1940
658	16/11/40	Loi		Etat français	relative aux opérations immobilières		JO 12 décembre 1940
659	16/11/40	Loi		Etat français	instituant un comité budgétaire		JO 20 novembre 1940
660	16/11/40	Loi		Etat français	relative aux sociétés anonymes		JO 26 novembre 1940
661	17/11/40	Loi		Etat français	porte en suspension temporaire d'élections dans l'enseignement supérieur		JO 8 décembre 1940
662	18/11/40	Loi		Etat français	modifiant les complétant le décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et la natalité française		JO 19 novembre 1940
663	18/11/40	Loi		Etat français	tendant à l'affectation à la suite des magistrats des cours d'appel et des tribunaux, des juges de paix, ainsi que des attachés stagiaires, greffiers, fonctionnaires et agents des services judiciaires rétribués par l'Etat qui ne peuvent, par suite des conséquences de guerre, exercer leurs fonctions au		JO 28 novembre 1940
664	18/11/40	Loi		Etat français	étendant à certaines catégories de retraités le bénéfice de l'article 116 de la loi du 29 août 1926 relative aux avances sur pension		JO 8 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
657	Décret fixant les conditions d'application en Algérie.				
658	L'application du texte à l'Algérie, aux colonies, aux protectorats et aux pays sous mandat doit être fixé par décret simple.				
659					
660	Une prorogation particulière des délais impartis doit être prévue pour l'Algérie et les territoires d'outre-mer par décret.				Voir les études de Henri Decugis, "les poursuites contre les administrateurs de sociétés anonymes", gazette du palais du 24 novembre 1940 ; de Jean Michel, "la loi du 16 novembre 1940 sur les sociétés anonymes ", gazette du palais du 6
661					Suspension valable jusqu'aux 31 décembre 1941. Les postes à pourvoir le sont par arrêté du secrétaire d'État à l'instruction publique.
662					
663		justice -- organisation -- magistrat -- organisation de la nation en temps de guerre			Magistrats et fonctionnaires du ministère de la Justice.
664					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
665	19/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	complétant les arrêtés des 31 juillet et 22 août relatifs à l'organisation de la commission de révision des naturalisations		JO 30 novembre 1940
666	20/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatif au bureau de répartition des vins de Champagne		JO 21 novembre 1940
667	20/11/40	Loi		Etat français	prorogeant la loi du 30 août 1940 portants extension aux employés et agents des départements et des communes des dispositions de la loi du 17 juillet 1940		JO 21 novembre 1940
668	20/11/40	Loi		Etat français	relative au crédit agricole		JO 21 novembre 1940
669	20/11/40	Loi		Etat français	complétant la loi du 10 septembre 1940 sur la déchéance de la nationalité à l'égard des Français qui auront quitté les territoires d'outre-mer		JO 23 novembre 1940
670	20/11/40	Loi		Etat français	complétant la loi du 13 août 1940 relative à l'interdiction des associations secrètes		JO 26 novembre 1940
671	20/11/40	Loi		Etat français	confiant à l'administration de l'enregistrement la gestion des successions non réclamées et la curatelle des successions vacantes		JO 3 décembre 1940
672	20/11/40	Loi		Etat français	réglementant le port des insignes, emblèmes et décorations		JO 6 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
665					
666					
667					Dans le Nord et le Pas-de-Calais, une législation allemande similaire existe de par une ordonnance du MBH in B und NF du 26 juillet 1940 relative à la protection des uniformes et insignes allemands et de celle du 17
668					
669	Outre-mer				
670					
671					L'article 4 stipule : "toutes dispositions législatives contraires à celles contenues dans la présente loi sont expressément abrogées".
672					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
673	21/11/40	Loi		Etat français	relative à la mise à la retraite des professeurs de l'enseignement supérieur		JO 12 décembre 1940
674	21/11/40	Loi		Etat français	relative à la restauration de l'habitat rural		JO 22 novembre 1940
675	21/11/40	Loi		Etat français	sur l'organisation de la production laitière		JO 22 novembre 1940
676	21/11/40	Loi		Etat français	abrogeant les dispositions relatives au délai imparti pour l'élaboration de règlements d'administration publique sur la répression des fraudes		JO 22 novembre 1940
677	22/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	fixant le taux et la destination des frais de régie dus à l'administration de l'enregistrement sur le produit des biens séquestrés ou liquidés en conséquence d'une mesure de sûreté générale		JO 30 novembre 1940
678	22/11/40	Loi		Etat français	complétant la loi du 3 septembre 1940 réglant à titre temporaire la compétence des tribunaux judiciaires		JO 6 décembre 1940
679	23/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatif à la composition des farines panifiables		JO 25 novembre 1940
680	23/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatif à l'application de la loi du 5 octobre 1940 confiant à l'administration de l'enregistrement, l'administration et la liquidation des biens mis sous séquestre, en conséquence d'une mesure de sûreté générale		JO 30 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
673					Prorogation des dispositions de l'article 6 du décret du 25 septembre 1936 jusqu'à une date qui doit être fixée ultérieurement
674					
675					Sanctions judiciaires prévues par cette loi.
676		fraude			
677					Voir la loi du 21 novembre 1940 confiant à l'administration de l'enregistrement la gestion des successions non réclamées et la curatelle des successions vacantes
678		tribunal -- justice -- compétence			
679					
680					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
681	23/11/40	Loi		Etat français	relative aux taux d'extraction des farines panifiables		JO 25 novembre 1940
682	24/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	portant organisation du marché des aliments du bétail		JO 26 novembre 1940
683	24/11/40	Loi		Etat français	relatives au retrait des petites monnaies divisionnaires		JO 26 novembre 1940
684	24/11/40	Loi		Etat français	instituant l'obligation de la vaccination antitétanique associée à la vaccination antidiptérique		JO 26 novembre 1940
685	24/11/40	Loi		Etat français	portant modification des lois et statuts qui régissent la Banque de France		JO 27 novembre 1940
686	24/11/40	Loi		Etat français	relatives au conseil d'administration du crédit national		JO 27 novembre 1940
687	25/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	portant création du bureau national de répartition des oeufs d'importation		JO 26 novembre 1940
688	25/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	portant réorganisation du ministère de la guerre (modificatif de l'arrêté du 9 juillet 1940)		JO 27 novembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
681					
682					
683	Conditions particulières prévues pour l'Algérie dans cette loi.				
684					
685					
686					
687					
688					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
689	25/11/40	Loi		Etat français	relative au point de départ de la réduction des loyers, dont bénéficient certains locataires en temps de guerre		JO 11 décembre 1940
690	25/11/40	Loi		Etat français	tendant à l'ajournement des élections des membres de la caisse centrale et des caisses régionales de garantie des notaires et prorogeant les pouvoirs des membres en exercice		JO 24 décembre 1940
691	25/11/40	Loi		Etat français	relative à la récolte des olives		JO 26 novembre 1940
692	25/11/40	Loi		Etat français	relatives à l'abattage des oliviers		JO 26 novembre 1940
693	25/11/40	Loi		Etat français	instituant l'obligation de la vaccination antityphoparatyphoïdique pour certaines catégories de personnes		JO 26 novembre 1940
694	25/11/40	Loi		Etat français	portant réforme du comité professionnel de la meunerie		JO 26 novembre 1940
695	25/11/40	Loi		Etat français	relative au développement des jardins ouvriers		JO 3 décembre 1940
696	26/11/40	Décret		Etat français	portant attribution d'indemnités représentatives de frais aux membres du comité budgétaire		JO 1° décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
689		logement			
690					
691		commerce -- alimentation -- huile -- olive			
692		commerce -- alimentation -- huile -- olive			
693		santé			
694					
695			Loi du 11 février 1941		
696					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
697	26/11/40	Décret		Etat français	complétant l'article premier du décret du 23 septembre 1937 relatif à l'appellation contrôlée « muscadet »		JO 27 novembre 1940
698	26/11/40	Décret		Etat français	portant homologation d'un règlement d'application de la loi du 27 juillet 1940		JO 29 novembre 1940
699	26/11/40	Loi		Etat français	prorogeant les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la caisse de retraite et prévoyance des clercs et employés de notaire		JO 24 décembre 1940
700	27/11/40	Décret		Etat français	créer un comité d'organisation de l'industrie de la montre		JO 29 novembre 1940
701	28/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	réglementant la fabrication à l'avant du pain		JO 30 novembre 1940
702	28/11/40	Loi		Etat français	sur le recrutement des maîtres de l'enseignement primaire		JO 12 décembre 1940
703	28/11/40	Loi		Etat français	prorogeant les délais de procédure devant le conseil d'État, la cour de cassation et le tribunal des conflits		JO 13 décembre 1940
704	28/11/40	Loi		Etat français	concernant les magistrats des tribunaux de commerce et les conseillers prud'hommes relevés de leurs fonctions		JO 13 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
697					appellation d'origine contrôlée : origine et application
698					
699					Toutefois, le garde des sceaux peut par arrêté, remplacer les membres du conseil d'administration se trouvant dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions.
700					
701		pain			Les peines prévues sont celles précisées à l'article un de la loi du 17 septembre 1940 établissant les sanctions relatives aux infractions commises en matière de carte d'alimentation.
702		école			
703		justice -- procédure -- tribunal			
704		justice -- magistrat -- tribunal			Loi permettant l'épuration judiciaire des tribunaux de commerce et des prud'hommes.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
705	29/11/40	Décret		Etat français	fixant les modalités d'application de la loi du 13 septembre 1940 relatif à l'obligation d'emploi des démobilisés		JO 15 décembre 1940
706	29/11/40	Loi		Etat français	étendant aux auxiliaires temporaires de bureau et de service des administrations et établissements publics de l'Etat les dispositions de la loi du 17 juillet 1940, prorogée par la loi du 23 octobre 1940		JO 4 décembre 1940
707	30/11/40	Arrêté ministériel		Etat français	portant création de la section du papier, du carton et des emballages de l'Office central de répartition des produits industriels et nomination du répartiteur chef et des membres du comité consultatif de cette section		JO 1° décembre 1940
708	30/11/40	Loi		Etat français	relative au comité de gestion des groupements interprofessionnels de répartition		JO 11 décembre 1940
709	01/12/40	Acte constitutionnel N° 6		Etat français	sur la déchéance par décret d'un député ou d'un sénateur		JO 4 décembre 1940
710	02/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	concernant la circulation automobile		JO 3 janvier 1940
711	02/12/40	Décret		Etat français	relatif au comité d'organisation de l'industrie cinématographique		JO 4 décembre 1940
712	02/12/40	Décret		Etat français	relatif à l'organisation de la production du liège		JO 6 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
705		démobilisation			Voir l'étude de Perraud-Charmantier : " les droits des démobilisés à leur emploi", gazette du palais du 13 octobre 1940.
706					
707					
708					
709					La déchéance est proposée par le garde des sceaux et le ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur.
710	Le sixième et dernier article précise que la mesure n'est pas applicable en zone occupée.	voiture --			C'est le gouvernement de Vichy qui souligne lui-même que la mesure n'est pas applicable en zone occupée, les mesures prises pour la circulation automobile dans cette zone étant déjà prises par les Allemands. Ceux-ci ne
711	Une importante législation de l'occupant semble s'opposer à l'application des dispositions du décret en zone occupée. A VOIR	cinéma			Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
712					Les dispositions du décret prévalent sur toutes dispositions qui pourraient être contraires et seraient considérées alors comme abrogées.

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
713	02/12/40	Décret		Etat français	relatif à l'organisation de la production résinière		JO 6 décembre 1940
714	02/12/40	Décret		Etat français	relative à l'organisation corporative de l'agriculture		JO 7 décembre 1940
715	02/12/40	Loi		Etat français	relative au recrutement et à l'avancement des magistrats et juges de paix		JO 14 décembre 1940
716	04/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	portant création de la section de la chimie de l'Office central de répartition des produits industriels		JO 7 décembre 1940
717	05/12/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation du bâtiment et travaux publics		JO 6 décembre 1940
718	05/12/40	Décret		Etat français	portant dissolution du comité interprofessionnel général d'importation et dévolution de son actif		JO 6 décembre 1940
719	06/12/40	Arrêté		Etat français	relatif au retrait de la pièce de 25 centimes		
720	06/12/40	Décret		Etat français	abrogeant l'article 50 du décret du 1 <sup>er</sup> novembre 1928 relatif à la caisse intercoloniale des retraites		

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
713					Les dispositions du décret prévalent sur toutes dispositions qui pourraient être contraires et seraient considérées alors comme abrogées. Sanctions administratives prévues applicables sans attendre le résultat des poursuites
714			Les dispositions du décret prévalent sur toutes dispositions qui pourraient être contraires et seraient considérées alors comme abrogées.		L'article premier mérite d'être cité : "l'organisation corporative de l'agriculture a pour objet de promouvoir et de gérer les intérêts communs des familles paysannes dans le domaine moral, sociale et économique."
715		magistrat -- justice -- recrutement -- personnel			
716					L'arrêté fait référence à l'office central de répartition des produits industriels institué par la loi du 10 septembre 1940.
717					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
718			Le comité interprofessionnel d'importation, institué auprès du ministère du Commerce et de l'industrie par décret du 7 septembre 1939 est dissous.		
719		monnaie -- pièce			
720	Colonies	colonie -- outre-mer -- retraite			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
721	06/12/40	Instruction		Etat français	relative à l'accord de compensation franco-allemand		JO 6 décembre 1940
722	06/12/40	Loi		Etat français	relative à l'organisation de groupements professionnels aux colonies	6214	JO 22 décembre 1940
723	06/12/40	Loi		Etat français	fixant le statut des magistrats des tribunaux maritimes		JO 8 décembre 1940
724	07/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	créant une section des corps gras industriels de l'Office central de répartition des produits industriels		JO 11 décembre 1940
725	07/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	complétant l'arrêté du 9 septembre 1940 (assurance des stocks contre les risques de guerre)		JO 27 décembre 1940
726	07/12/40	Loi		Etat français	relative aux conditions de livraison, de paiement et de stockage des blés		JO 12 décembre 1940
727	07/12/40	Loi		Etat français	relative aux services départementaux du ravitaillement général		JO 14 décembre 1940
728	07/12/40	Loi		Etat français	approuvant une convention avec le crédit national		JO 18 janvier 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
721	Pour la France, sont concernés à la fois la zone occupée et la zone non-occupée, mais aussi les colonies et territoires sous				
722	Colonies				
723	Les tribunaux militaires français ne fonctionnent pas dans la zone occupée.	magistrat -- tribunal -- marine -- armée			Voir l'arrêté ministériel du 20 décembre 1940.
724					L'arrêté fait référence à l'office central de répartition des produits industriels institué par la loi du 10 septembre 1940.
725					
726					
727					
728					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
729	08/12/40	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation des industries de la précision industrielle spécialisée		JO 10 décembre 1940
730	08/12/40	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation de l'optique et des instruments de précision		JO 11 décembre 1940
731	08/12/40	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation de l'armurerie et du matériel médicochirurgical		JO 11 décembre 1940
732	08/12/40	Décret		Etat français	relatif à la caisse nationale de crédit agricole		JO 20 décembre 1940
733	08/12/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des minéraux et métaux bruts et nomination des membres de ce comité		JO 9 janvier 1940
734	08/12/40	Loi		Etat français	sur la circulation des denrées et produits alimentaires		JO 10 décembre 1940
735	08/12/40	Loi		Etat français	portant modification au code de justice maritime		JO 11 décembre 1940
736	09/12/40	Loi		Etat français	portant création d'un commissariat au chômage des jeunes		JO 20 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
729					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
730					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
731					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
732					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
733					
734					
735		justice -- code -- marine			La loi vise à étendre et aggraver les peines encourues en cas de désertion en temps de guerre, d'évasion.
736	Loi prise en vue de l'application des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 28 novembre 1940.				

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
737	09/12/40	Loi		Etat français	créant une servitude particulière d'enlèvement ou de fixation de tous dépôts de produits agricoles ou de matériaux susceptibles d'être entraînés par les fleuves en période de crue		JO 24 décembre 1940
738	10/12/40	Loi		Etat français	accordant le droit de priorité aux invalides de guerre		JO 11 décembre 1940
739	11/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatif au mode de paiement des allocations familiales		JO 12 décembre 1940
740	11/12/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité général d'organisation des industries de la mécanique		JO 12 décembre 1940
741	11/12/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de l'industrie du tube d'acier		JO 12 décembre 1940
742	11/12/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries du verre et des commerces qui s'y rattachent		JO 12 décembre 1940
743	11/12/40	Décret		Etat français	relatif au mariage des militaires de l'armée de mer en activité de service		JO 20 décembre 1940
744	11/12/40	Loi		Etat français	portant réglementation de l'affichage et de la déclaration ainsi que du recensement des locaux vacants à usage d'habitation ou professionnel		JO 19 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
737					
738					
739					Des dispositions spéciales sont prises dans le département de la Seine.
740					
741					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
742					
743					
744	Applicable en Algérie.				

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
745	11/12/40	Loi		Etat français	modifiant et complétant le décret du 20 mai 1940 concernant la constitution des tribunaux militaires maritimes en cours martiales		JO 21 décembre 1940
746	11/12/40	Loi		Etat français	concernant la liquidation des engagements à terme à la bourse des valeurs de Paris		JO 21 décembre 1940
747	11/12/40	Loi		Etat français	relative à l'organisation du conseil général des transports		JO 4 janvier 1940
748	12/12/40	Loi		Etat français	relatives à l'extension sous comptoir des entrepreneurs de la dispense du renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires		JO 18 janvier 1940
749	13/12/40	Décret		Etat français	relatif aux livres scolaires en usage dans l'enseignement		JO 1° janvier 1940
750	13/12/40	Décret		Etat français	modifiant et complétant le décret du 4 octobre 1940 prescrivant la déclaration et le versement à l'Office de compensation des dettes commerciales vis-à-vis de la Grande-Bretagne et la déclaration des créances commerciales sur la Grande-Bretagne		JO 28 décembre 1940
751	13/12/40	Loi		Etat français	rattachant le secrétariat général de l'information à la présidence du conseil		JO 14 décembre 1940
752	13/12/40	Loi		Etat français	portant modification de la loi du 17 avril 1919 et des lois subséquentes relatives au règlement des dommages de guerre 1914-1918		JO 28 janvier 1941

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
745		tribunal -- militaire -- marine -- cour martiale			
746					
747					voir l'étude de René Roger : "du contrôle de l'État sur les chemins de fer et les transports par route et par eau."
748					
749			Sont abrogés les décrets du 21 février 1914, du 21 août 1940 et toutes dispositions contraires au présent décret		Les autorités d'occupation établissent de leur côté une liste noire (voir l'ordonnance du MBH in F du 30 août 1940 concernant l'interdiction de livres de classe français ; ainsi que celle similaire de l'OFK 670 en date du 1 <sup>er</sup> octobre 1940)
750	Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution de la loi dans les colonies et territoires sous mandat.				
751					contrôle de l'information.
752					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
753	13/12/40	Loi		Etat français	supprimant les délégués cantonaux		JO 29 janvier 1941
754	16/12/40	Décret		Etat français	rétablissant la composition normale de la Cour d'Appel de Caen		JO 10 janvier 1940
755	18/12/40	Loi		Etat français	portant modification de la législation sur les caisses d'épargne		JO 18 janvier 1940
756	18/12/40	Loi		Etat français	sur le Conseil d'Etat		JO 22 décembre 1940
757	18/12/40	Loi		Etat français	relative à la réduction de la consommation de l'électricité		JO 22 décembre 1940
758	18/12/40	Loi		Etat français	facilitant l'organisation des transports combinés par rail et par route		JO 27 décembre 1940
759	19/12/40	Loi		Etat français	relatif à l'avance de l'heure légale		JO 9 janvier 1940
760	20/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	portant recrutement de magistrats auxiliaires appelés à compléter le personnel des tribunaux maritimes		JO 21 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
753					
754	Caen	Cour d'Appel -- tribunal -- justice -- composition			
755					Voir la loi du 19 août 1940 portant même titre, modifiant le décret-loi du 12 novembre 1938 ici abrogé.
756		Conseil d'Etat			Voir l'étude de Maxime Chrétien : "la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat", Gazette du Palais du 18 février 1941.
757			Abrogation des articles 5 et 6 du décret du 5 juin 1940 relatif à la production, à la répartition et au rationnement de l'électricité.		sanctions spécifiques prévues par la loi, infractions constatées par les agents du contrôle des distributions d'électricité.
758					
759					Alignement sur l'heure allemande.
760		tribunal -- militaire -- marine -- personnel			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
761	20/12/40	Décret		Etat français	portant règlement d'administration publique tendant à modifier les tarifs du "Bulletin officiel des oppositions sur titres"		JO 16 janvier 1940
762	20/12/40	Décret		Etat français	portant modification de l'article deux du décret du 24 avril 1940 et de l'arrêté du 30 avril 1940 (opérations prohibées ou autorisées)		JO 22 décembre 1940
763	21/12/40	Arrêté		Préfet de la Seine	portant fixation de la durée du travail dans les industries du bâtiment, des travaux publics et de la fabrication des matériaux de construction		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 31 décembre 1940
764	21/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	relatif à l'organisation de la branche de production " lin et chanvre" de l'industrie textile		JO 24 décembre 1940
765	21/12/40	Décret		Etat français	relatif à l'organisation forestière		JO 29 décembre 1940
766	22/12/40	Loi		Etat français	annulant les marchés portant sur le riz et ses dérivés		JO 21 janvier 1940
767	23/12/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries du caoutchouc		JO 27 décembre 1940
768	23/12/40	Loi		Etat français	concernant les pouvoirs des préfets		JO 25 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
761					
762					Ce sont les opérations autorisées ou prohibées en temps de guerre.
763					
764					
765					
766					Les sanctions applicables sont celles prévues à l'article 11 de la loi du 27 septembre 1940.
767					
768					"il est le représentant de toutes les administrations publiques civiles de l'État. Tous les fonctionnaires qui sont placés à la tête d'un service technique civil de l'État organisée dans le département ou la région, à l'exception des magistrats de

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
769	24/12/40	Décret		Etat français	tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1941 le tarif des greffiers		JO 16 janvier 1940
770	24/12/40	Décret		Etat français	relatif à l'organisation professionnelle des agences et bureaux de voyage		JO 3 janvier 1940
771	24/12/40	Loi		Etat français	relative aux réductions de tarifs accordés aux familles nombreuses et aux militaires réformés (chemins de fer)		JO 10 janvier 1940
772	24/12/40	Loi		Etat français	relative à l'approvisionnement en bois de chauffage réservé à la consommation des boulangers		JO 27 décembre 1940
773	26/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	complétant un précédent arrêté relatif aux délais de transport applicables aux voyageurs et aux marchandises		JO 20 janvier 1940
774	26/12/40	Loi		Etat français	concernant les droits des salariés évacués sur ordre		JO 31 décembre 1940
775	26/12/40	Loi		Etat français	portant régime provisoire pour l'administration de la Ville de Paris et du département de la Seine		JO 7 janvier 1940
776	27/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	portant organisation de la répartition des fruits et légumes		JO 29 décembre 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
769		greffier -- tarif -- justice			
770					
771					
772					
773					Le conseil municipal de Paris voit ses sessions suspendues par cette loi.
774					
775					Les infractions à ces dispositions sont punis des peines prévues par les articles 159 à 162 du livre II du code du travail (article trois de la loi).
776					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
777	27/12/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de la construction navale		JO 17 janvier 1940
778	27/12/40	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation de l'aluminium et du magnésium		JO 29 décembre 1940
779	27/12/40	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation de l'industrie des minerais de fer		JO 29 décembre 1940
780	27/12/40	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation des industries céramiques		JO 29 décembre 1940
781	27/12/40	Loi		Etat français	relative aux mesures de nomination des conseillers maîtres à la cour des comptes		JO 18 janvier 1940
782	27/12/40	Loi		Etat français	relative à l'apurement des retards existants dans le jugement des comptes		JO 18 janvier 1940
783	27/12/40	Loi		Etat français	relatif à la résiliation des contrats de travail pour suppression d'emploi ou réduction d'activité des entreprises		JO 31 décembre 1940
784	28/12/40	Loi		Etat français	fixant les crédits applicables aux dépenses du premier trimestre de l'exercice 1941		JO 1 <sup>er</sup> janvier 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
777					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
778					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
779					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
780					Les membres du comité d'organisation sont tenus au secret professionnel sous les peines prévues par l'article 378 du code pénal.
781		cour des comptes			
782		magistrat -- prisonnier de guerre			Le délai fixé est celui de la libération complète des magistrats prisonniers de guerre, jusqu'à laquelle le premier président est autorisé à faire appel à d'anciens membres de la cour.
783					voir l'étude de Me Adrien Peytel : "La résiliation des contrats de travail pour suppression d'emploi ou pour réduction d'activité des entreprises", Gazette du Palais des 28 et 29 janvier 1940.
784					

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
785	28/12/40	Loi		Etat français	reportant la date de rentrée en vigueur du décret-loi du 30 octobre 1935 réglementant les frais d'acquisition des sociétés d'assurances sur la vie		JO 21 janvier 1940
786	28/12/40	Loi		Etat français	reportant la date d'entrée en vigueur du décret-loi du 8 août 1935 réglementant les frais d'acquisition des sociétés de capitalisation		JO 21 janvier 1940
787	29/12/40	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des produits de carrière et de dragage		JO 31 décembre 1940
788	29/12/40	Loi		Etat français	reportant au 1 juillet 1941 l'expiration des prorogations de jouissance et des majorations de loyers prévus par la loi du 1 avril 1926, modifiée par les lois des 29 juin 1929 et 31 décembre 1937, venant à échéance au 1 janvier 1941		JO 17 janvier 1940
789	30/12/40	Arrêté ministériel		Etat français	portant création du bureau national de répartition et de répartiteurs départementaux et régionaux du riz		JO 21 janvier 1940
790	31/12/40	Loi		Etat français	sur la création et l'extension des cabinets ou clientèles vétérinaires		JO 23 janvier 1940
791	31/12/40	Loi		Etat français	créant un groupement interprofessionnel de l'olive		JO 3 janvier 1940
792	31/12/40	Loi		Etat français	portant réglementation de la production oléicole métropolitaine		JO 3 janvier 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
785					
786		société commerciale			
787					
788		logement			
789		réparation -- ravitaillement			
790		animaux -- vétérinaire			
791		commerce -- alimentation -- huile -- olive -- groupement professionnel			
792		huile			

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
793	31/12/40	Loi		Etat français	relative à l'organisation de la production laitière		JO 5 janvier 1940

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
793		lait -- production agricole --			